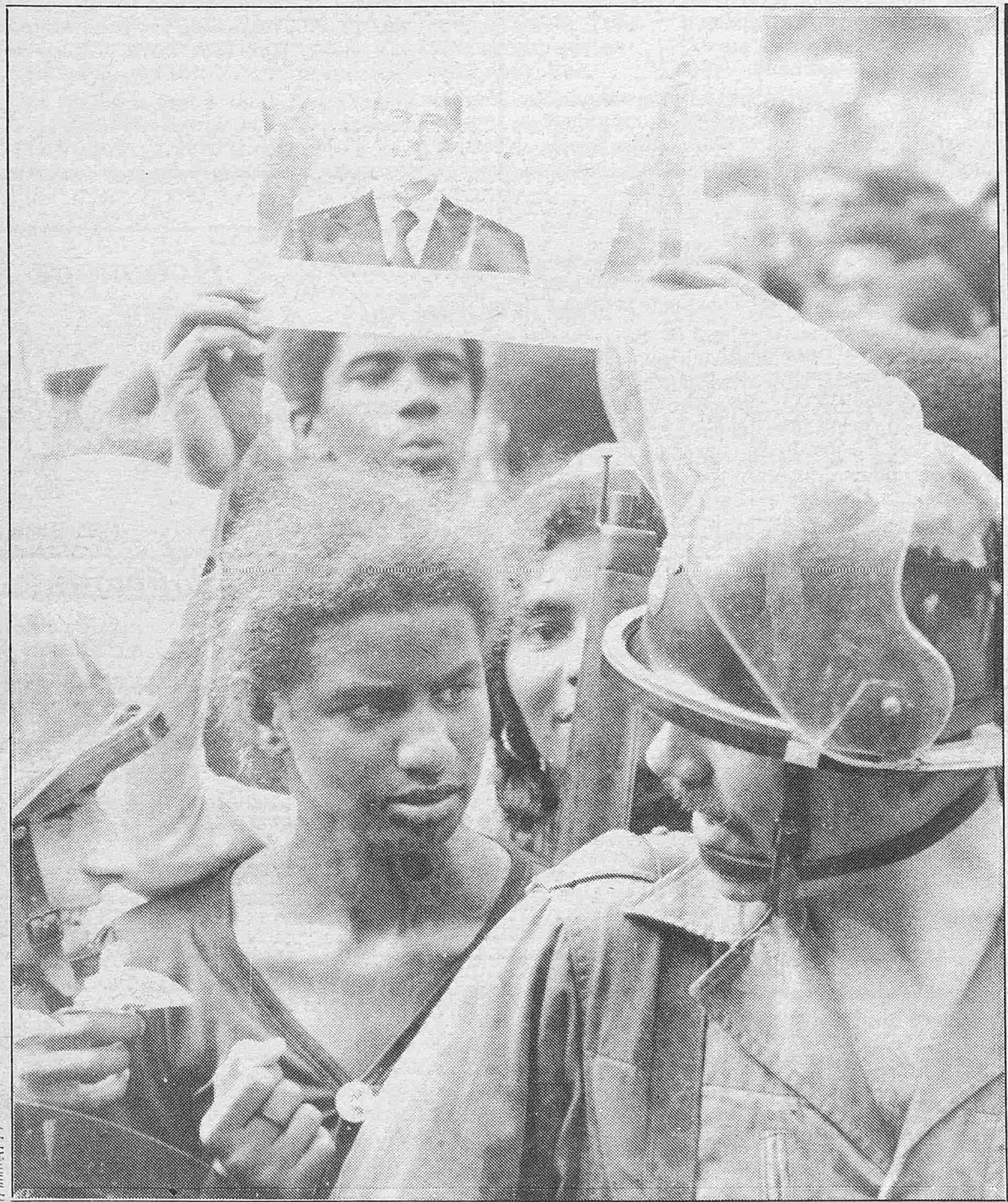


safrontière

Semaine du 10 au 16 janvier 1981 N 6.

5F.F. Maroc 4,40 D.H.



GUADELOUPE

Le GLA : Le FLN des Antilles?

*Les Vietnamiens ont tué le
colonialisme français,
les Algériens ont creusé
sa tombe, les Guadeloupéens
vont-ils l'enterrer ?*

MARTINIQUE

Le Mouvement Indépendantiste Martiniquais le (MIM) parle

Page 10

Suite et fin de l'interview

VITRY

Ce que le PCF ne dit pas

Pages : 4, 5, 6, 7

Louis Gallimardet :

C'est avec une infinie tristesse que j'apprends à l'instant par « Sans Frontière » la disparition du Père Gallimardet.

A l'heure de tous les reniements, voilà projeté grâce à vous sur la devanture des kiosques ce symbole d'un engagement courageux, conséquent, efficace et discret.

Frédéric Fredj

le 26 12 80

Parrain

A mon cher Galli Bien-Aimé. J'aurais tant voulu que tu sois mon parrain.

Karl Fleurot, 9 ans

Horizons

Louis, tu t'exprimais sur tout, par ton action dans la foi au Christ. Ton action continue. Elle nous rassemble de tous les horizons. A Dieu.

Henri Pelloquin

Sans toi

Salut Galli, sans toi le quartier ne sera plus tout à fait le même.

Jacqueline

Fraternité

C'était un ami pour tous ceux qui croient à la fraternité agissante.

Lucienne D. Serge

Meilleurs moments

A toi Galli, que nous avons connu dans les meilleurs moments. Nous t'aimons encore et ne t'oublierons jamais.

Durand D Delliaux
Jérôme



Successeurs

Le Collectif Paris-Centre tient à saluer l'œuvre du fondateur du journal *Sans Frontière*, il est solidaire du combat mené par le père Galli contre le racisme et la dénonciation des conditions de vie déplorable des immigrés. Que l'œuvre entreprise continue avec ses successeurs.

Le collectif Paris-Centre

Prochain

Que nous puissions aimer notre prochain comme tu l'as fait toi-même.

P.C

A Galli

Vanter la terre, ce serait bien de mise quand tu pars aujourd'hui la rejoindre d'avant

Elle pouvait dire la terre, faire et défaire compléter ses serments tu te l'étais promise et la voilà passant.

Il faut nous croire Galli
Il faut nous croire
On est de ses amants.

Amants de ce quartier où tu rendais tendresse malgré les soins sanglants de quelques racistes et autres usuriers de la force publique.

Amants de ce courage que tu faisais si humble au milieu de maudits des Tiers-exclus qui te rendait si grand devant un ministre armé de ses lois du mépris.

Amants de cette terre qui tremble encore toujours des injures injustices et crimes ; d'où tu criais l'amour avec un paradis à chacun de tes pas.

Il faut nous croire Galli
Il faut nous croire
On est vivants.

Vivants de rêves fous qui nous font nous rejoindre comme on t'a rencontré au hasard d'une humaine foulée pour le meilleur, contre le pire.

Vivants d'humour, celui-là qui te servait de songe quand nus nous atrophiions de sérieux et dureté. Vivants de vérité, celle qui te faisait nommer un mort, un mort pour nous rappeler de quel homme est une vie

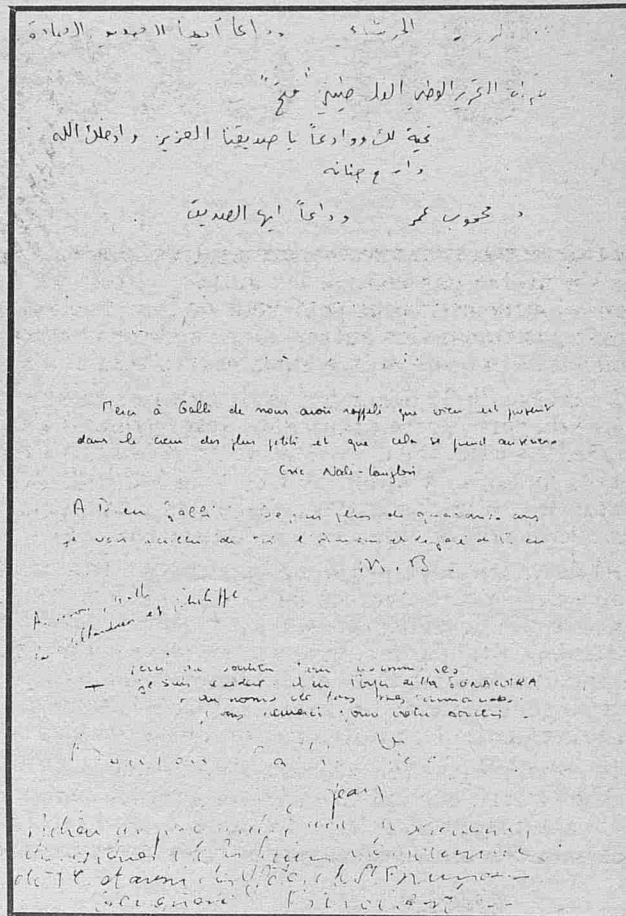
Hélas il faut te croire Galli
Il faut te croire
Tu es parti

parti en prêtre ou en simple piéton sur le boulevard Barbès
Parti orphelin
parti célibataire
Parti seul
parti homme

Homme de toutes les légendes que la terre passe outre-frontière entre soleil et mer

parti enfant du meilleur de nous-mêmes.

Philippe Tancelin



Hommage

A Louis Gallimardet, à l'équipe sacerdotale en souvenir du combat mené ensemble avec les camarades turcs de la confection. La C.F.D.T. tenait à rendre hommage à Louis. Continuons le travail si riche qu'il a entrepris.

CFDT
J.-P. Bobichon

Souvenir

En ce souvenir de ce 30 décembre 1974 où vous m'avez tant aidé.

M. Roux

Salut

Je salue la mémoire d'un ami, d'un camarade anti-raciste, présent à nos côtés et sur le quartier dans toutes nos actions.

Badu

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐

Abonnement

☐

Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville



sans frontière

Siège social : 35 rue Stéphenon, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78.
Rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

sans frontière

Samedi 10 janvier 81

Un exemple de tolérance

« Un prêtre pas comme les autres » ; comme l'ont dit plusieurs journeaux. Nous préférons de loin dire aujourd'hui une messe pas comme les autres pour célébrer la mort d'un prêtre quasi-anonyme : un prêtre humain, très humain.

La messe du 31 décembre était encore une victoire de Galli. Même disparu, notre grand ami, notre grand frère a réussi une très belle sortie. C'est en effet, la première fois à notre connaissance, qu'au sein d'une église, tous les courants de pensée, toutes les religions étaient présentes, chacune à sa manière, dans un espace de tolérance, unique en son genre.

Abderrazak, un travailleur immigré pakistanais a lu à la mémoire de Galli, un verset de Coran, qui fut traduit à l'assistance. Céline a choisi un psaume de David, que Galli appréciait beaucoup. Elle l'a lu en hébreu. La messe pouvait commencer. Le ton était donné. Galli était bien un témoin de ce siècle. Très peu de gens le savaient. Nous tenions à le faire savoir, surtout en ce moment, où l'intolérance prend des formes nouvelles.

le vrai dialogue tant attendu, a eu lieu la veille du IER JANVIER 81 dans une église du 18ème arrondissement. le dialogue français-immigrés, le vrai dialogue a pu se faire l'espace d'un

moment, l'espace d'un souvenir.

Les habitants du quartier qui ne connaissaient de Galli que l'homme d'église, sortant étonnés de cette « messe » multi-ethnique, multi-religieuse, ne pouvaient s'empêcher de nous dire : « merci d'être venus ». Merci de nous avoir révélé ce grand homme. »

Nous les immigrés, nous répondions de la même manière : « merci à vous aussi d'être venus », comme si on était les organisateurs de cette messe. Mais surtout, parce-qu'on sentait que l'hommage rendu à cet homme, était aussi un hommage à son combat, et donc au notre, pour plus de justice et de tolérance.

Et cela ne nous a guère surpris. Car nous savions déjà depuis longtemps que les églises ont été un lieu d'accueil qui a été privilégié, non sans raison, par les immigrés « sans papiers ». Car nous savions depuis longtemps l'importance du soutien qui n'a jamais varié, ni au gré des circonstances, ni des élections, ni même des crises économiques, de ces chrétiens pour lesquels les immigrés sont d'abord des êtres humains, avant d'être des travailleurs, ou des chômeurs ou des louvards.

Sans Frontière

Dèche

Cher Galli

Même aux théâtres dans la déche, tu as trouvé un espace.

On ne l'oublie pas. Grosses bises.

Le Macadam

Adieu

Votre bonté et votre gentillesse ont touché le cœur de chacun de nous. Reposez en paix après avoir vécu pleinement en donnant le meilleur de vous-même. Adieu.

Mme Vve Bouloud Monique

Exemple

Que l'humanité et la tolérance de ce père nous soit un exemple.

M. Claude Roussel

Humilité

Pour ton humilité, pour ta façon discrète d'aller vers les plus humbles, merci Galli, pour ta façon simple de dire les choses de la foi, merci Galli, qui nous a souvent redonné du courage.

A.T

Sallam

Galli, toi l'homme qui m'a marqué... Je voyais en toi l'homme simple, plein de tendresse, plein d'humour, tu m'as aidé plusieurs fois avec ton sourire qui ne quitte jamais... Sallam, Sallam Galli... Repose-toi dans le calme de l'éternité.

(signature illisible)

Lumière

Gérard Vinchon de l'A.S.T.I., chrétien, quel témoignage extraordinaire que votre vie mon père, capable de rassembler tous les hommes dans la lumière de Dieu.

G. Vinchon ASTI

Mon cher Saïd,

Oui, comme tu me l'as dit ce matin, restons ensemble dans le même combat. Un combat pour un monde « Sans frontières », tel que nous l'avons vu réalisé ce matin : des hommes différents, unis dans le respect mutuel de leur dignité d'homme, au-delà des frontières de races, de langues et de croyances. C'était comme l'aurore d'un monde nouveau.

Ce que nous avons vécu ensemble quelques instants, grâce à Galli, nous fait espérer qu'il est possible. Mais le chemin à parcourir est encore long. C'est le combat que tu mènes, sous diverses formes, depuis de nombreuses années, avec beaucoup d'amis immigrés et français. Galli est un de ceux qui, personnellement, m'ont aidé à le rejoindre et à y participer à ma manière : je me souviens encore de cette grève de la faim dans la crypte de Ménilmontant pour laquelle lui et toi étiez venus me voir.

Je voudrais simplement, par fidélité à Galli, t'assurer que je reste à tes côtés dans ce même combat. Non seulement au titre de l'amitié personnelle, mais au titre de ce que chacun de nous porte en lui de meilleur.

Je t'embrasse.

Pierre Loubier

Paris, le 31 décembre 80

Humble

Toi que je voyais au ciné-club du vendredi soir, ainsi que devant la « justice » pour *Sans Frontière*, lorsque tu m'apercevais dans la rue, tu avais toujours un salut amical pour moi qui n'aime ni la religion, ni le cléricalisme. Humble parmi les humbles, tu as pratiqué la charité. Nous ne t'oublierons jamais.

Jean-Marc

Paix

Qu'il repose en paix, cette paix qu'il a bien méritée.

Amar Naroun,
ancien député d'Algérie

Sincère

Sincère et immense reconnaissance.

(Signature illisible)

un frère

Très cher frère,
Vous étiez pour nous un vrai frère, un cœur dans la monotonie du travail, plein d'attentions pour chacune de nous. Nous vous serons toujours très proches dans notre vie, dans nos prières. Nous vous embrassons.

Les petites sœurs
de Nazareth

Merci

Merci Galli, de tout ce que tu a fait pour moi, et mes enfants. Grosses Bises.

(signature illisible)

Souvenir

Tu vois le Seigneur face-à-face, aides-nous dans notre travail d'équipe, nous garderons ton souvenir gardé au fond de nos cœurs.

(signature illisible)

racines

Galli, tu as creusé dans le quartier et en nous-mêmes un sillon durable : c'est dans cette empreinte que beaucoup parmi nous ont planté leurs racines. Alors merci Galli.

Georges

Galli Baba

Galli Baba,
Tu vivras dans nos luttes prochaines.

Un des sans-papiers
de la confection

combat

Le M.R.A.P. salue en Galli le grand militant anti-raciste dont toute la vie fait un combat pour l'amitié entre les peuples.

M.R.A.P. Comité 18ème
Bureau National

Surpris

Mon ami, tu m'as surpris comme toujours. De la France, il me restera toujours ta mémoire.

Aziz

Emotion

Je ne le reconnaissais pas, mais l'émotion que son grand départ soulève témoigne de son existence pathétique et de son exemplaire vie de prêtre.

(signature illisible)

Notre peine

Au-delà d'un drame stupide, notre cher Galli survit parmi nous par sa personnalité, sa stature forte et tranquille, qui cachait une infinie bonté. Que dire de plus si ce n'est notre peine.

Maurice Favre
Olivier

Sourire

Je ne te connaissais pas très bien, mais je garderais toujours ce sourire que tu avais chaque fois que je te rencontrais dans les rues de Barbès, et je me souviendrais de tes plaisanteries que tu me faisais au téléphone.

(signature illisible)

Amour

Galli merci de nous avoir tant aimé.

Fabrice



Veillée du corps à la salle St-Bruno mardi 30 décembre 80

sans frontière

Ce que le PCF ne dit pas

Les dernières études menées sur tout le Val de Marne et qui datent de 1977, montrent qu'il n'y a que **7800 familles immigrées logées dans des immeubles HLM ou assimilés** (1). Il n'y a donc que 27% des familles étrangères habitant le Val de Marne qui bénéficient d'un logement social et 24000 familles immigrées ne bénéficient pas du tout de ce parc. Ces familles qui forment plus des deux tiers, logent dans des immeubles anciens, vétustes et insalubres. **6336 familles immigrées étaient inscrites au fichier des mal-logés** de la Préfecture en 1976, et il est certain que ce chiffre a augmenté depuis. Ce fichier montre que 16% des familles portugaises, 42% des familles algériennes et 38% des familles marocaines demandent un logement HLM.

Sur les 71 500 immigrés isolés du département, il n'y a que **10700 environ qui logent en foyers** répartis en 41 foyers, gérés essentiellement par la Sonacotra (9), l'ADEF (15) et l'AFRP (6). Même si on considère que ces foyers sont dans un état convenable, et correspondent aux besoins des travailleurs immigrés isolés, ce qui est loin d'être le cas, il n'en demeure pas moins que 60 000 d'entre eux sont obligés de se débrouiller, pour se loger, par leurs propres moyens. Autant dire livrés à la merci des marchands de sommeil et propriétaires de garnis.

Ces chiffres montrent l'ampleur des besoins de l'immigration en logements sociaux dans le Val de Marne. Il y a en moyenne **7000 demandes im-**

migrées en instance, alors qu'on ne construit ces dernières années que 1500 HLM par an et que la tendance est à la diminution de ce chiffre. Le délai d'attente reste très long, même si on considère les appartements qui se libèrent. Une étude officielle constatait il y a quelques années que *cette pénurie concerne les logements sociaux en général mais devient particulièrement aiguë pour ceux dont les loyers sont les plus bas et correspondent aux ressources de nombreuses familles immigrées : celles-ci, mais pas seulement elles, sont rejetées vers le parc vétuste, l'habitat de fortune, les hôtels et garnis de mauvaise qualité, c'est à dire dans un habitat insalubre ou à la limite de la salubrité. Dans la mesure où cet habitat reste le seul à la portée du revenu de ces familles, ce ne sont pas des mesures « négatives » (enquêtes, mises en demeures, destructions), qui le feront disparaître.*

C'est donc sur un fond de **pénurie** que se pose le problème du logement des immigrés dans le Val de Marne, mais c'est au niveau des **circuits et des procédures d'attribution** qu'elles subissent une ségrégation permanente que viennent alourdir les récentes décisions des municipalités communistes.

En effet, il apparaît que, sur les sept mille familles immigrées inscrites pour un logement social, 4000 ménages ne disposent pas d'un revenu suffisant pour accéder au logement HLM, et plus de la moitié d'entre elles ne verront jamais leur demande aboutir. Le rap-

port cité plus haut souligne que dans le Val de Marne « 8000 familles françaises environ soit deux fois plus se trouvent dans la même situation, il ne s'agit pas dans ce cas d'un problème spécifique aux immigrés, bien qu'il touche une proportion considérable d'entre eux, c'est plutôt la question de l'accès à un logement de toutes les catégories défavorisées qui est posée ».

Le critère de revenu appliqué pour les attributions des logements HLM amène à cette situation paradoxale : **priver d'un logement social ceux et celles qui en ont le plus besoin**.

L'objet du logement social devrait justement être d'abandonner au niveau de l'attribution le critère de solvabilité, ou du moins de ne pas lui donner un rôle aussi déterminant, pour s'attacher surtout à déterminer les ayant droits qui peuvent se révéler être en-dessous du seuil admis de solvabilité. C'est souvent le cas, des familles immigrées ; le système d'attribution fait donc partiellement manquer sur objet au logement social, surtout si on prend en considération le deuxième critère appliqué aux familles qui demandent un logement ; **le critère de priorité**. Si ce critère était effectivement appliqué, et sans discrimination, les familles immigrées seraient prioritaires. L'état de leur logement actuel : son ancienneté, sa vétusté et le surpeuplement qu'elles y vivent devraient, en principe, leur permettre d'obtenir rapidement un logement HLM. Or il n'en est rien car ces familles sont tant pour les communes que pour les organismes de « **MAUVAIS** » candidats.

Toutes les enquêtes menées démontrent l'existence de deux circuits. Le circuit principal pour les bons candidats et un autre, secondaire pour les candidatures à « problèmes », les familles dites « à fort handicap social », « les familles lourdes ». La terminologie est riche mais cache une triste réalité. Personne ne veut plus de ces familles pauvres et nombreuses, encore moins si elles accumulent « les handicaps » pauvres et immigrés. Les organismes d'HLM, qui sont les maîtres de

la décision finale, appliquent depuis longtemps une politique basée sur un « seuil de tolérance » de 15%, certains incluant dans ce quota les originaires des DOM TOM.

Quant à l'attitude des communes, le Parti Communiste Français fait une distinction bien simple : il y aurait d'un côté les municipalités de droite qui refusent les immigrés, et les communes ouvrières qui auraient fait le maximum pour eux.

De fait, il faut distinguer les communes qui possèdent un **parc très réduit** de logements sociaux de celles à **forte proportion** de logements sociaux. Cette distinction recoupe souvent la distinction entre municipalités de droite et de gauche mais pas toujours.

En tout cas, toutes ces municipalités estiment que le « seuil » tolérable pour elles est atteint et ne se différencie que sur un seul point à quel taux le fixer, alors que la demande immigrée est importante sur tout le département quelque soit la couleur politique du conseil municipal : « pour quatre communes du Val de Marne seulement sur 47, le nombre d'immigrés inscrits pour une demande de logement est inférieur à 15% de l'ensemble des demandeurs de HLM. La majorité des élus prétend qu'il ne faut plus accueillir de nouvelles familles immigrées car cela provoquerait un afflux. « Elles sont toutes prioritaires » vous dit-on. Les travailleurs isolés qui cherchent un logement pour procéder à un regroupement familial sont victimes à leur tour de cette politique. Loin d'être prioritaires, ils se heurtent au refus systématique des organismes qui leur promettent un logement une fois leur famille en France, alors que l'introduction de celle-ci suppose justement un logement répondant à des normes précises contrôlées par la DASS.

Pénurie et ségrégation ; telles sont les caractéristiques du logement des immigrés dans le Val de Marne. Avec la campagne des municipalités communistes, cette situation ne peut qu'empirer, à moins d'un sur-

saut des immigrés et des antiracistes.

Par Kamel BELARBI

(1) 40% de ces familles sont insatisfaites de leur logement HLM actuel et ont demandé un nouveau logement plus adapté à leurs besoins, et leur situation actuelle.

Quelques chiffres

Les statistiques présentées par les municipalités communistes du Val de Marne sont tirées du fichier étranger 1976 de la préfecture. Nous avons consulté à notre tour ce fichier et voilà ce qu'il en ressort.

La population étrangère du département est estimée à 186000 personnes. Ce chiffre comprend les étudiants, les étrangers originaires des pays de la CEE, les réfugiés et représente 15,3% de la population du département.

Les travailleurs immigrés au sens strict du terme représentent 13,5% de la population totale et sont pour moitié originaires du Portugal. Pour l'autre moitié, ils viennent par ordre décroissant, d'Algérie, d'Italie, d'Espagne, du Maroc, de Tunisie et de Yougoslavie. L'immigration malienne est la plus faible et présente des traits particuliers : récente, très jeune (71% d'hommes de 16 à 30 ans) et composée à plus de 90% de travailleurs isolés.

Toutes les enquêtes menées montrent que la grande majorité des immigrés, habitant les foyers ou les HLM du Val de Marne, occupent des emplois non-qualifiés : OS ou manœuvres dans la métallurgie, mais surtout dans les BTP.

La conséquence en est évidemment un salaire de base très bas qui représente souvent l'unique salaire de la famille. Ainsi dans le fichier des mal-logés établi par la préfecture en 1976, on remarque que 42% des inscrits gagnent moins de 2000 F par mois, tandis que 33% gagnent entre 2000 et 3500 F par mois.

Parmi les résidents des foyers Sonacotra, 63% gagnaient toujours en 1976 moins de 2000 F par mois, 15% moins de 1600 F et seuls 19% avaient un revenu supérieur à 2200 F.

Ces catégories de population immigrée, déjà défavorisées au départ, se heurtent et vont se heurter aux refus des municipalités (de droite depuis longtemps, communistes récemment) de leur accorder des logements.

Il faut de plus souligner que presque la moitié de la population immigrée du Val de Marne est constituée de travailleurs isolés.

Quelles solutions

L'argument principal et facile de démagogie, des municipalités communistes du Val de Marne, est d'exiger une « répartition plus équitable des immigrés entre toutes les communes du département ».

A les entendre, cette campagne va dans le sens des « intérêts bien compris » des immigrés et des Français. Il est faux de prétendre résoudre ce problème en abordant le seul aspect du logement des immigrés. Le PCF devrait plutôt poser le problème global du logement social et s'attaquer à ses trois verrous principaux : la pénurie, l'inadaptation et la catégorisation.

Le problème est avant tout celui d'un renforcement du rythme de construction des logements ; une répartition de ce parc, (et non des immigrés) sur tout le département. L'amélioration de la situation actuelle exige aussi que l'on élimine tout de suite la distinction immigrée, non immigrée dans l'attribution des logements, et que l'on définisse les bénéficiaires des logements sociaux à

partir de la priorité et l'urgence. Et non à partir de la couleur de la peau et le revenu.

Tous les spécialistes s'accordent pour dire qu'il faudrait construire (pour le seul département du Val de Marne) 2500 logements par an pour répondre aux besoins actuels de la population française et immigrée en l'espace de dix ans.

Ce chiffre ne prend pas en compte les besoins énormes des travailleurs isolés ni de ceux d'entre eux qui voudraient voir leurs familles les rejoindre.

Trois mille lits, dans d'autres conditions que celles des foyers prisons que l'on connaît, seraient nécessaires pour résorber l'habitat insalubre où vivent les travailleurs isolés du Val de Marne.

Ces quelques mesures, énumérées en vitesse, sont les plus urgentes ; le PCF aurait pu appeler immigrés et français à exiger du gouvernement les moyens de son application. Il a choisi la division, la marginalisation des immigrés.



(Photo Df)

Les pratiques « démocratiques »

Nous soussignés membres du Groupe de Musique du Maroc **El Hijra**, avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Le 13 décembre 1980, était inaugurée la maison du Parti Communiste à Toulouse. Monsieur Destrain, dirigeant régional du P.C., nous a contacté pour assurer un spectacle le jour de cette inauguration; un contrat d'engagement fut signé à cet effet.

Le jour de l'inauguration, le Groupe au complet fut à l'heure prévue à la maison du P.C. pour assurer son spectacle. Nous sommes montés sur scène et avec la traduction de l'avant-dernière chansons (toutes nos chansons sont traduites en français) qui parle du problème de l'immigration, nous avons exprimé nos réserves et déceptions à l'égard des positions actuelles du P.C. concernant l'immigration et qui nous touchent directement.

Nous avons dit que « nous avons été déçus de l'attitude des maires communistes de la Banlieue parisienne, notamment à Ivry, attitude soutenue par la Direction du Parti à l'égard des travailleurs immigrés,

interpellant M. Stoléro à appliquer réellement ses décisions menaçant d'occuper les logements d'immigrés pour les réserver à des « Ivryens », faisant un lien direct entre le chômage, l'insécurité et la présence dans ces communes des immigrés.

Nous avons été particulièrement déçus, ces positions venant d'un parti se disant défenseur des travailleurs. Nous ne voulons quant à nous, ne pas être en tant qu'immigrés, « les boucs émissaires de leur campagne électorale ».

Notre spectacle étant terminé, nous sommes descendus de scène après avoir invité ceux qui voulaient débattre avec nous de ce problème à venir le faire. Malheureusement, nous voulions débattre, mais on a vu arriver une horde de « camarades » qui voulaient plutôt se battre avec une mauvaise foi évidente et qui nous ont traités de tous les noms.

Le lundi 15 décembre, ils nous ont signalé qu'ils refusaient catégoriquement le paiement du cachet convenu. Nous avons demandé alors une entrevue à Monsieur Ilabrès, mem-

bre du bureau national du P.C., pour lui expliquer notre attitude et notre position à cet égard. Après que nous ayons insisté, celui-ci a bien voulu nous recevoir dans son bureau.

Lors de cette entrevue, Monsieur Ilabrès a tenu un monologue de dix minutes durant lesquelles il a continué à nous insulter et à nous humilier, puis nous a violemment poussés hors de son bureau : « Barrez-vous, foutez le camp, vous n'aurez pas un sou ».

Nous tenons à signaler que c'est la première fois que l'on nous dit qu'il aurait fallu faire part du contenu de notre tour de chant avant le spectacle et que le parti communiste a déjà à Toulouse une réputation de censeur et de mauvais payeur, puisque en 1976, il a refusé d'honorer un contrat avec F. Béranger et pour les mêmes raisons. Le P.C. a quand même dû payer après jugement du tribunal.

Notre groupe remercie le P.C. de l'exemple qu'il a donné de son idée de la liberté d'expression et du débat démocratique.

EL HIJRA

MTI :

Une mise au point

La campagne de presse et la polémique actuelles développées autour de l'affaire du Foyer de Vitry appellent de notre part la mise au point suivante :

1° - En ce qui concerne la question même du Foyer et des 300 travailleurs Immigrés Maliens, nous estimons que la « sollicitude » de l'ADEF et la décision prise par elle, le Maire de St-maur et le Préfet du Val de Marne, de « Reloger » les travailleurs immigrés, sont scandaleuses et pour le moins surprenantes (pour ces derniers) car, encore une fois, le déplacement en masse des immigrés d'un foyer à un autre, d'une commune à une autre ou d'une région à une autre, au mépris du respect des Droits de l'Individu, nous révèle le peu de cas qui est fait de ces travailleurs et de la place qui leur est réservée dans la société française.

- quant à la réaction du maire de Vitry, nous estimons qu'elle ne diffère pas beaucoup de celles des représentants du gouvernement et nous ne pouvons que la condamner de même que nous avons dénoncé et condamné vigoureusement, jusqu'à présent, les lois et pratiques du pouvoir à l'égard des immigrés, y compris tous les « seuils de tolérance ». Cette réaction du Maire de Vitry et de certains de ses électeurs est grave car elle se place sur un terrain pour le mieux dangereux qui évoque le fond de la question et risque d'avoir des conséquences contraires à celles souhaitées (nous l'espérons du moins) par ceux-là même qui se considèrent comme anti-racistes et représentants de la classe ouvrière dont les travailleurs immigrés sont partie intégrante.

2° - Enfin, en ce qui concerne la campagne elle-même et la polémique qui se développent actuellement entre le pouvoir et le PCF (par mairies interposées), nous rappelons que les

travailleurs immigrés qui ont toujours refusé d'être « cause » de la crise et du chômage, réaffirment aujourd'hui leur refus de servir de boucs émissaires à des actes et des politiques à caractère conjoncturel et électoraliste, étrangers à leurs intérêts et à ceux de tous les travailleurs.

Ainsi, il est tout à fait curieux de voir ceux qui ont toujours soutenu l'action et la politique du gouvernement en matière de l'immigration, se placer aujourd'hui en « défenseurs » des immigrés. Nous affirmons clairement et sans ambiguïté notre refus de cette tentative de la bourgeoisie et des mass-média de nous utiliser comme « cheval de bataille » contre tel ou tel parti ou organisation de gauche ou même dans toutes polémiques entre ces derniers.

3° - Nous mettons en garde les travailleurs français et leurs organisations contre toutes tentatives de division, d'où qu'elles viennent, et nous leur demandons de rejeter les « solutions » aujourd'hui proposées et appliquées, car elles ne touchent pas le fond de la question ; nous rappelons que l'objectif véritable c'est l'unité de la classe ouvrière contre l'Exploitation et l'oppression de la bourgeoisie capitaliste.

Nous lançons un solennel appel aux travailleurs immigrés afin qu'ils soient vigilants et ne se laissent pas manipuler par ceux-là mêmes qui les ont toujours exploités, opprimés et expulsés et nous les appelons à s'organiser pour que la voix des travailleurs immigrés exprime leurs réelles préoccupations et revendications et celles de toute la classe ouvrière.

MTI - Maison des Travailleurs immigrés.

Les associations signataires : AMF-CTA-FETRANI-UGTSF-Utit.

Cimade : Le fruit d'une politique

L'affaire de Vitry soulève de nombreuses passions. La CIMADE — au-delà des polémiques partisans — tient à rappeler que cette affaire est le fruit d'une politique de l'immigration désinvolte et méprisante en matière de logement. A l'époque où notre pays avait besoin d'une main d'œuvre étrangère, le pouvoir s'est peu soucié des conditions d'accueil et de logement des travailleurs immigrés que l'on recevait et régularisait en masse. Ces travailleurs se sont installés là où ils trouvaient un logement, aussi bien dans les municipalités de droite que dans celles de gauche. Par contre, la construction des Foyers s'est essentiellement réalisée dans les communes à forte densité ouvrière. Bon nombre de communes gérées par la majorité ont refusé l'implantation de foyers sur leur territoire.

La CIMADE condamne cet état de fait tout comme les moyens utilisés à Vitry pour poser un problème qui est réel. Finalement, les perdants de cette affaire ne peuvent être que les travailleurs immigrés qui, une fois de plus, sont les boucs émissaires d'une politique dont ils ne sont pas responsables. Quant à Monsieur Stoléro, il ne peut que se réjouir : il pourra désormais s'appuyer sur l'affaire de Vitry pour justifier la politique du gouvernement.

La CIMADE



Photo BLO

PSU :

Egalité des droits

Le P.S.U. condamne fermement la campagne menée actuellement par le P.C.F. sur la concentration des immigrés dans les municipalités qu'il gère et est indigné par les mesures prises par certains maires communistes : refus d'attribution de logements aux immigrés, limitation des aides sociales, quota dans les centres de vacances et, plus grave, agression contre un foyer où avaient été transférés par l'A.D.E.F. des travailleurs maliens à Vitry.

Il est vrai que la spéculation foncière et immobilière et que la politique du logement menée par le gouvernement a provoqué le regroupement des travailleurs les plus défavorisés et les immigrés en particulier, dans certaines municipalités et que cela contribue à former des

villes et des quartiers ghettos. Les budgets locaux ont alors à faire face à des dépenses sociales relativement lourdes et ne bénéficient pas ou peu des aides de l'Etat ou du F.A.S. qui est alimenté par les salaires différés des immigrés. En raison de l'inadaptation des structures scolaires, les écoles sont, elles aussi, confrontées à des problèmes en raison du nombre important d'enfants de milieux défavorisés. Fréquemment, des difficultés de cohabitation se manifestent entre habitants d'origines culturelles différentes en raison des mauvaises conditions de logement.

Le combat des municipalités doit être d'obtenir de l'Etat les moyens de faire face à telle situation plutôt que de refuser l'attribution de logements aux familles immigrées. Le rôle des

élus locaux est de créer les conditions d'une réelle solidarité entre travailleurs français et immigrés et non de désigner ces derniers comme boucs émissaires des difficultés de logement, de travail, etc...

Par sa campagne pour refuser l'arrivée de nouveaux immigrés dans les municipalités dont il a la responsabilité, par la pratique de ses élus, le P.C.F. quoiqu'il dise, favorise les réactions d'hostilité des Français à l'égard des immigrés. Ce parti, pour des raisons électorales évidentes, veut récupérer tous les motifs de mécontentement, non seulement les justes revendications des travailleurs (en finir avec le chômage, l'inflation, la dégradation des libertés...) mais aussi les récriminations des « Dupont-la-joie » contre les jeunes, les immigrés, les homosexuels, la pseudo-insécurité... Le P.C.F. se réclame de la classe ouvrière dont un cinquième est composé d'immigrés mais il abandonne, à la veille d'une échéance électorale im-

portante, la solidarité entre travailleurs français et immigrés dans laquelle il ne peut être question de socialisme.

Pour nous, au P.S.U., tout travailleur, qu'il soit français ou immigré, doit pouvoir choisir son lieu d'habitation et ce n'est ni au patron, ni au pouvoir, ni aux maires de décider de là où il doit loger. Les immigrés n'ont pas à être traités de manière spécifique comme des gens à part. Beaucoup sont ici depuis de longues années, parmi eux nombre de jeunes sont nés en France. Par leur travail, ils contribuent à la vie économique de notre pays, par leurs impôts, ils supportent comme tous les Français les dépenses publiques. Aussi nous pensons qu'il ne serait que justice de leur reconnaître l'égalité des droits dans tous les domaines y compris au niveau politique. En obtenant le droit de vote les femmes ont acquis de nouvelles possibilités de se faire entendre, il doit en être de même pour les immigrés aujourd'hui.

Trois petits hôtels à Bagnolet

Les faits se résument pour les trois cas à des sommations à exécuter des travaux. Les propriétaires de ces hôtels en reconnaissent d'ailleurs la nécessité. Mais à partir de là, passé au stade effectif de l'exécution pour deux des établissements, cela semble impossible. Les raisons : le premier, avance que l'investissement nécessaire à la rénovation de son hôtel est disproportionné par rapport à sa rentabilité. De plus, celui-ci n'étant propriétaire que du fonds de commerce, une partie des gros travaux incombe au propriétaire (français, qui lui ne semble pas s'en inquiéter).

Le second établissement est tout aussi insalubre, l'état de délabrement est semblable-t-il lié à un différend entre les deux gérants. Question de gros sous...

Pour la troisième, la volonté de rénover son hôtel est certaine, même si elle semble « molle ». Cet ancien ouvrier chauffagiste qui a acheté cet hôtel il y a quelques années, fort de ses souvenirs prolétaires s'est mis dans la tête d'installer le chauffage (ensuite déclaré non conforme par la mairie, mais agréé par l'EDF semble-t-il). Il nous fit visiter les chambres, en commençant par l'une d'elle qu'il avait laissée dans l'état de délabrement dans lequel il avait trouvé l'hôtel à son achat.

Edifiant ! Mais de toute évidence, l'hôtel était en travaux, des chambres avaient été refaites, pas le luxe, sûr, mais pas aussi « cradingues » qu'on le supposerait.

Jusque là, rien que de très louable, somme toutes, la municipalité mène effectivement, la lutte pour l'amélioration des conditions de logement des travailleurs immigrés. Mais il y a eu Vitry auparavant, et cela pèse lourd dans la perception de ces contraintes administratives et sanitaires qui, en d'autres temps n'auraient pas occasionné le déguerpissement ventre à terre des locataires : et cela à la seule vue d'une lettre circulaire non nominative, de surcroît signée du directeur des services techniques de la ville de Bagnolet.

« Généreusement », la municipalité conseille (et non reloge), aux locataires de s'inscrire au foyer Sonacotra de Villemomble (sic). Mais manque de bol, ceux-ci ne désirent pas quitter Bagnolet. Ils iront au foyer Sonacotra de Bagnolet !

Mini, expulsion ratée, madame la maire, la lutte contre les conditions de logement indécentes des travailleurs immigrés, lesquelles conditions secrètent les marchands de sommeil, ne sauraient passer par ces mesures précipitées et maladroites.

S. et S.



Communiqué

Le Comité médico-social pour la santé des migrants :

- Sans ignorer les problèmes posés par la répartition des migrants dans les communes, condamne la violence faite aux travailleurs migrants accueillis à Vitry par des bulldozers ;

- Demande à tous de comprendre cette évidence : il est impossible à un être humain de vivre normalement et de garder la santé s'il est considéré comme une simple puissance de travail et manipulé comme une balle de ping-pong ;

- Leur demande également - et d'abord aux pouvoirs publics - de comprendre ce que signifie cet événement : quoi que nous disions, nous n'avons pas fait aux millions de non-Français qui vivent en France depuis des décennies

une place juste, humaine, répondant à leurs besoins physiques et moraux, correspondant aux services qu'ils rendent, tenant compte et de leur « Différence » et de leur insertion durable dans une société française pluri-culturelle.

Le 31 décembre 1980



Stoléro, Mercieca, Boubaker Ou le temps des imposteurs

Peut-être plus odieux et plus terrible que l'humiliation, il y a le silence qui l'entoure. De tous côtés fusent les coups mais nous ne nous taisons pas.

Ce journal existe parce que des hommes et des femmes ont décidé de réagir à une situation intolérable.

Face à toutes les injustices que nous subissons et d'où qu'elles viennent, nous avons choisi l'arme de la parole.

Une parole libre d'hommes blessés.

Il y a belle lurette que se sont envolées nos illusions. Les calculs politiques de ceux qui s'imaginent puissants, quand ils ne nous font pas bailler, nous font rire.

Aujourd'hui, on va nous accuser d'anti-communisme, demain d'anti-Christ ou d'anti-islamisme ou encore d'antisémitisme comme l'a fait J-P Pierre Bloch avec la complicité de la LICRA.

Nous sommes blindés. Nous savons simplement que nous voulons un journal libre.

Nous avons souvent envie d'hurler, de faire vraiment le sauvage et partir en faisant des bras d'honneur aux uns et aux autres. Cela prendrait l'allure d'une immense blague, si nous n'avions en tête le sort de quatre millions d'êtres humains qui sont traités moins bien que du bétail.

Du bétail, voilà ce que nous sommes à leurs yeux. Après la campagne contre le veau aux hormones, voilà des communistes dopés qui partent en guerre, bulldozer à la boutonnière et Huma dans la poche contre le « trop plein d'immigrés ». Mais il y a un épais brouillard qui couvre le champ de bataille. Le résultat est connu : les mêmes prendront les coups. Ceux-là les immigrés il ne faut pas s'en occuper, ne rien leur demander. Qu'ils se taisent et qu'ils subissent, comme d'habitude.

La bataille, elle a lieu entre des adversaires qui s'arrangent

toujours pour poignarder dans le dos. Prenons trois exemples parmi cent :

PREMIER CAS : STOLERU

On pourrait l'appeler Bonnet d'ailleurs ou son cousin du commissariat, etc...

Sous son règne, que nous espérons bientôt fini, ont été votées les lois les plus répressives et les plus odieuses que l'immigration ait jamais eu à subir.

Il discourt ça et là, de préférence devant un beau parterre du droit à la différence, de la participation des immigrés. Pourtant avec son compère Bonnet, il est le spécialiste de l'expulsion en catimini. Sa devise : réprimer le plus possible les immigrés et amuser la galerie avec les Droits de l'Homme.

DEUXIEME CAS : MERECICA ET COMPAGNIE

Les communistes sont contre les ghettos. Il n'y a qu'une seule classe ouvrière en France. Les immigrés qui vivent en France doivent avoir les mêmes droits que les autres travailleurs. Ainsi soit-il !

Seulement quand on leur demande pourquoi ils sont contre le droit de vote des immigrés, ils vous disent que les immigrés doivent garder leur culture, leurs traditions et qu'ils sont contre toute politique assimilationniste.

Il y a donc deux classes ouvrières : une qui vote, l'autre pas. Si malgré tout les immigrés veulent s'organiser d'une manière autonome, ils sont taxés de gauchistes, et de provocateurs. N'est-ce pas M. Boubacar (chargé au Comité Central des problèmes de l'immigration) qui ne voulez pas nous exposer votre opinion ; c'est plus facile de nous coller l'étiquette d'anticommuniste et au comité central, vous irez parler des immigrés. Ils seront dignement représentés.

Alors que faire camarade ?

Attendre la victoire aux pré-

sidentielles de Georges Marchais et nous irons tous habiter Neuilly. Nous refusons car nous sommes responsables. Les immigrés à Neuilly quand le prolo français reste à Vitry ; cela va provoquer le racisme dans les couches populaires. C'est irresponsable et gauchiste. Nous sommes sérieux camarades, nous voulons des logements « normaux » et confortables dans un Barbès rénové. On a nos habitudes et comme on nous connaît, n'est-ce pas J-P Pierre Bloch, tout le monde s'y fera.

TROISIEME CAS : EL CHEIKH BOUBAKEUR

Jugez vous-mêmes, le jour où 6000 fidèles étaient venus de toute la région parisienne pour protester par la prière contre l'infamie faite à leurs frères maliens, le cheikh Boubakeur licenciait avec pertes et fracas un de ses employés. Il le mettait à la rue sans gêne. Les travailleurs immigrés en majorité marocaine en ont marre de ce patron de choc qui leur fait suer le burnous.

Cela ne nous étonne guère. En 1973 déjà, il fermait la mosquée aux Musulmans venus se recueillir et rendre les derniers hommages à leurs frères assassinés. Aujourd'hui il peut se faire dans les journaux de la publicité à bon compte.

C'est trop facile « si El hadj ». Si vous aviez vraiment joué votre rôle d'animateur de la communauté musulmane, nous n'en serions pas là. Les musulmans de France auraient une vraie place, la place qu'ils méritent et qui leur revient dans cette société. Hélas ! Hélas ! croyants ou visiteurs de la mosquée de Paris n'oubliez pas de regarder en entrant la pointeuse (à côté du bureau de la secrétaire qui est à l'accueil). Une vraie pointeuse comme dans une vraie usine et pensez à ceux qui y travaillent.

Mais quand donc apprendrons-nous à ne compter que sur nous-mêmes !

Hamoud KHALI

Réactions

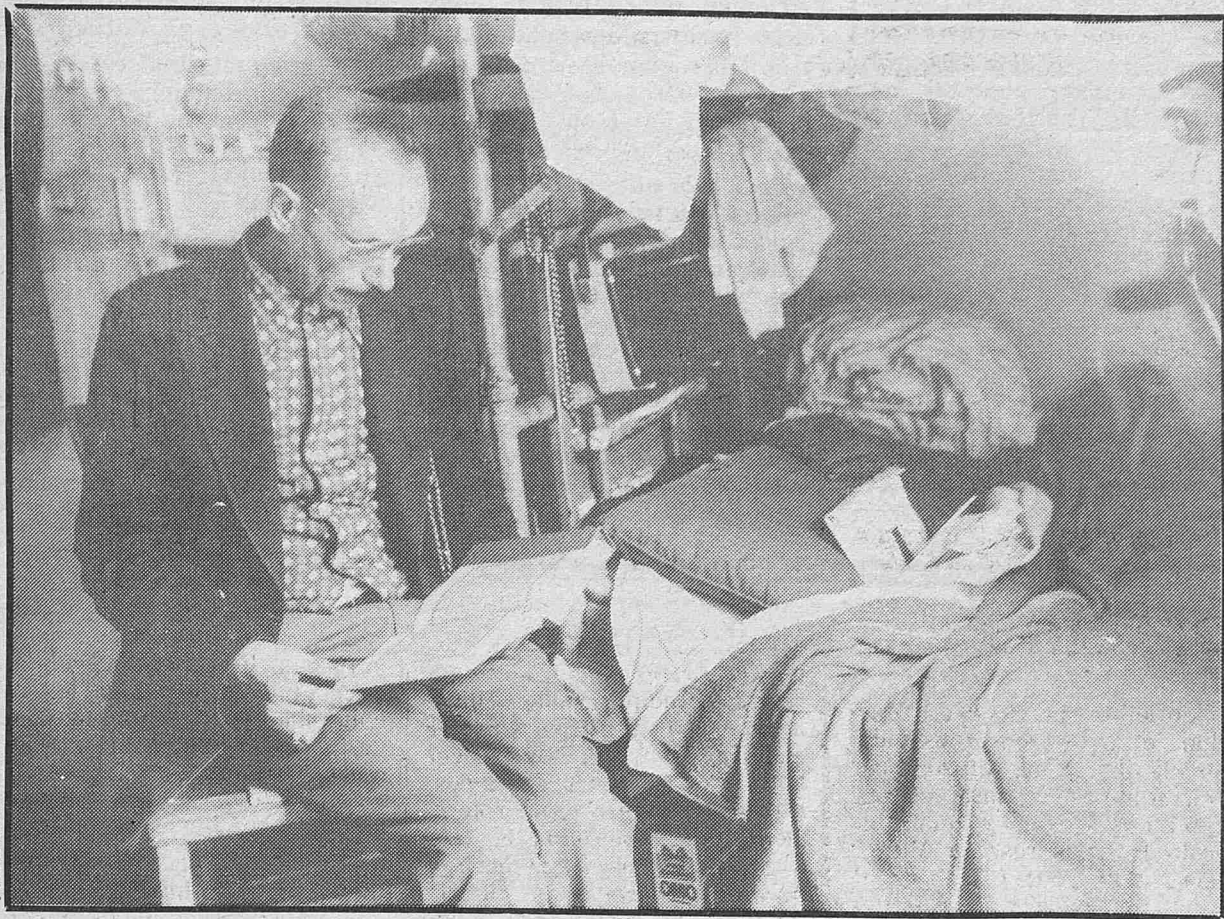


Photo J.J. Pikan

Qu'arrive-t-il aux communistes ?

Jusqu'alors en France, seule l'extrême droite néo-nazie, fasciste osait étaler noir sur blanc et sur cinq colonnes à la « Minute », sa xénophobie d'intellectuels médiocres, afficher à coups de poings, de couteaux, de flingues ou de bombes son racisme de ratés en mal de sensations fortes.

Seule jusqu'alors aussi la droite qui gouverne, après nous avoir colonisés et pillé les ressources de nos pays aujourd'hui dits « sous-développés », contraint les populations à immigrer vers la France « généreuse terre d'asile » puis à son unique et inique profit saigne à blanc l'ensemble de l'immigration, accouchait régulièrement contre nous de lois, de décrets coercitifs, de mesures d'expulsion, de contrôles policiers, d'arbitraires en tous genres.

Forces de la médiocrité politique, ces deux cyniques idéologies tombaient toujours d'accord pour imposer à la majorité « silencieuse » l'image que les immigrés volent le pain et le travail de monsieur Dupont, réduisent son fils au chômage, violent sa fille, dégradent son environnement, égorger le mouton sur le palier...

Enfin seules la gauche et l'extrême-gauche unies ou non, toujours protestaient dès qu'il y avait lois injustes ou crimes commis contre les immigrés, allant ensemble ou séparément jusqu'à la riposte dans la rue au pas de l'internationale des tra-

vailleurs, aux cris de **Français-immigrés, mêmes patrons ! Mêmes combats ! solidarité !**

Aujourd'hui que se passe-t-il à Vitry ? Qu'arrive-t-il aux municipalités communistes, pionnières de la création de logements sociaux ? Quelle maladie sénile atteint le PCF pour qu'à son tour il franchisse le rubicon de la bêtise et de la honte, lui, qui prétend être le seul parti qui défend les intérêts des travailleurs, de tous les travailleurs ? Ne fera-t-il plus que chanter *L'Inter* sans pratiquer l'internationalisme, fondement même du communisme ?

Camarades du parti ! N'avez-vous pas d'autres chats à fouetter que ces 300 Maliens ? Est-ce en les privant de gaz, de chauffage, d'électricité que vous pensez pouvoir imposer au pouvoir bourgeois et raciste qui dirige ce pays, la création en nombre suffisant de logements sociaux et cela dans toutes les municipalités de l'hexagone ?

En commettant un tel acte de vandalisme, ne craignez-vous pas d'exposer à la vindicte raciste et fasciste toutes les personnes étrangères vivant et travaillant en France ?

En raison de la crise du chômage galopant et de la division de la gauche l'esprit réactionnaire et xénophobe se développe dangereusement... Les nerfs s'éveillent, redressent la tête... tôt ou tard ils auront soif de sang.

Dans nos lendemains incertains la peur rôde permettant

toutes les exactions de la lâcheté et du nationalisme sanguinaire... Vous le savez bien vous qui comptez dans vos rangs tant et tant d'authentiques résistants lors de la dernière guerre... *Ils n'avaient d'ailleurs pas tous des noms bien français... La liberté n'a pas de patrie je crois !*

Camarades ! Nous connaissons les difficultés parfois dramatiques que vous rencontrez dans la gestion de vos municipalités face à ce pouvoir qui se décharge totalement de ses responsabilités et devoirs. Ce n'est pas en nous chassant, pourchassant que vous les surmonterez mieux. C'est au contraire en nous rencontrant, en luttant côte à côte français et immigrés pour une réelle politique et justice sociale que vous, nous pourrions tous et toutes gagner... Un bulletin de vote n'y suffira pas... bulletin d'ailleurs qui, parce que vous avez employé la violence contre nous, risque de vous échapper, car vous avez aussi discrédité la classe ouvrière que vous représentez, terni l'image d'une société meilleure dans un gouvernement de gauche, sali l'internationalisme dont chaque Parti Communiste de par le monde, doit être le porte drapeau. Je souhaite de toutes mes forces qu'il ne s'agisse seulement là que d'une erreur de tactique et que vous saurez le faire savoir publiquement.

Aïcha

Vitry : Immigrés ou citoyens ?

Il y a des mots qui tuent et divisent, qui nourrissent le racisme et flattent l'égoïsme et le mépris d'autrui. Il y a des mots qui finissent en commando et se trompent d'ennemi, en s'attaquant aux victimes : il faut rester vigilant camarade !

Parmi ces mots dangereux : « ghetto », « immigrés », « seuil de tolérance », « répartition équitable »... Sous d'autres cieux on y ajoute : « ségrégation », « Bantoustans », « apartheid »... et nous savons que ces mots ne sont pas innocents. Ils parlent d'hommes et de femmes, de familles entières, non comme des hommes libres et égaux, mais comme d'une sorte de bétail, parqué un jour ici, expulsé, déplacé, repaqué là un autre jour, compté, décompté, réduit à un simple pourcentage, toléré, refoulé... Il ne faut pas tomber dans le piège, camarade ! Il faut comprendre et combattre la logique d'un système qui traite ces travailleurs comme des intérimaires, un volant de main d'œuvre utilisable à merci, un citron que l'on presse et que l'on jette... Il faut rester solidaire de cette population sans feu ni lieu, sans vrai statut,

indésirable sur le territoire de la commune. Il faut savoir résister à la logique des mots qui divisent.

Car il y a des mots qui font vivre et qui construisent une société autre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », « Liberté d'aller et de venir », « Liberté de rester ou de partir », « Liberté de vivre, quelles que soient couleur de peau, pas-seport ou bulletin de vote », « Liberté »...

Et puis ce mot de « citoyen » avec ses droits et ses devoirs : au sens premier, il s'agit de « celui qui habite la cité », celui qui y vit et la fait vivre, de son travail et de sa peine, celui qui construit ses maisons, répare ses rues, vide ses poubelles... Et pourquoi, plutôt, ne pas se battre pour le droit de vote pour tous ceux qui habitent la cité !

Il y a tant de mots pleins d'espoir et qui nous mobilisent en ce début d'année 1981 : Libération, solidarité, résistance... Ami, frères, camarade, il faut choisir.

Roby BOIS
Secrétaire général de
la Cimade

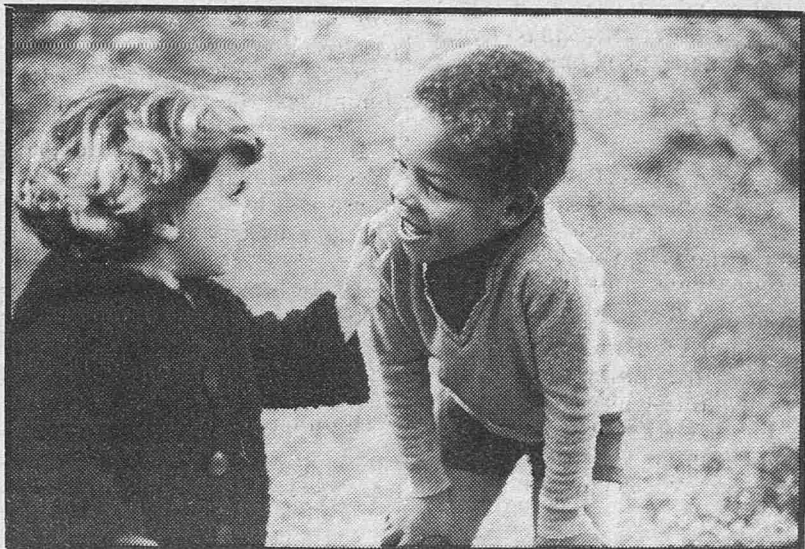


photo D.R.

Questions à propos de Vitry

Le Parti Communiste crie à la campagne anticommuniste à propos de ce qu'on appelle « le coup de Vitry ». Quels que soient les recours explicatifs aux difficultés, situations, raisonnements, problèmes de l'immigration etc..., le « coup de Vitry » se résume en un geste raciste et... anticommuniste, si l'on en croyait les discours.

Qui le coup de Vitry a-t-il occultés ? Les Maliens eux-mêmes.

Sans respect ni considération, sans fraternités ni mise en commun des problèmes avec les premiers intéressés, sans souci des difficultés de vie qu'ils assument, de leur isolement sinon entre eux, envers et contre toute solidarité d'hommes-frères, sans tenir compte du fait douloureux d'hommes en condition d'exil et de

travail pénibles, sans la moindre amitié, au contraire, le Parti Communiste a-t-il oui ou non agi d'une manière typiquement raciste ? Aurait-il procédé de la même façon avec des travailleurs français ? Se serait-il servi de bulldozers aurait-il cassé la chaudière et coupé les fils de la vie pratique essentielle ?

Le coup de Vitry a une physionomie d'autant plus sinistre et dangereuse qu'il est censé venir de la gauche « protectrice ». Et pendant que la municipalité communiste de Vitry et le Parti Communiste appellent les populations à les soutenir, les communistes français devraient réfléchir à ce couronnement tragique d'une campagne chauvine et cocardière, à ce dangereux tournant qui démontre que le nationalisme de choc mène au racisme, comme il a toujours fait.

Hélène PARMELOIN

Replaçons tout d'abord les événements actuels dans leur contexte économique et social avant de tenter d'en faire l'analyse politique.

M. Dijoud (secrétaire d'Etat aux D.O.M.) sur l'antenne d'Europe 1 a refusé de considérer la situation économique de la Guadeloupe comme catastrophique. « L'agriculture guadeloupéenne est en pleine transformation... la Guadeloupe sur le plan économique se porte bien ». C'est vrai que la Guadeloupe est en pleine santé dans l'industrie sucrière, pilier de l'économie guadeloupéenne, les usines ferment leurs portes les unes après les autres (vingt-et-une

de la fin du siècle dernier à aujourd'hui), c'est pour une modernisation, le port se restructure par la conteneurisation de la banane et des centaines de travailleurs sont mis au chômage, c'est pour le bien de la Guadeloupe, on ne va pas contre le progrès, c'est bien connu.

120 à 150 000 Guadeloupéens (jeunes en majorité) obligés de s'expatrier pour survivre (d'où de graves problèmes démographiques), ne dit-on pas que les voyages forment la jeunesse ?

Mais alors... les vieux travailleurs ! « *Elémentaire, mon cher Watson* », ils vien-

nent en France pour faire une cure de jeunesse, c'est bien connu... Le froid conserve... La preuve ? Voyons mon cher ! Il suffit de s'arrêter un instant pour constater comment ils trottent le matin pour ne pas loucher le train, attraper le métro... se dépêcher d'aller à l'A.N.P.E., et là, il faut les voir, sautillant sportivement lors de l'attente dans les longues files... de chômeurs.

Mais alors ! et ceux qui échouent sur un banc de métro ? Mais... mais... mais bien sûr, c'est parce qu'ils n'ont pas voulu profiter de l'accueil qu'on leur a fait... et (une évidence de plus) « *mon brave*

monsieur », c'est bien connu les nègres, habitués à faire la grimace nonchalamment dans leurs cocotiers, sont fainéants ».

A part ces quelques « *petites anomalies* », M. Dijoud a raison : les hôtels entourés de plages interdites aux autochtones poussent comme de la mauvaise herbe, les villas secondaires pour fonctionnaires et « *Français en mal d'exotisme* » fleurissent dans les champs autrefois plantés en canne, c'est la « *réforme foncière* » d'un nouveau genre et la « *diversification des cultures* » (mais pas les cultures vivrières tant souhaitées par

tous ceux qui ne veulent plus être des assistés consommant docilement des produits « *au goût étrange venu d'ailleurs* ».

Le bouquet final est le résultat de la semence capitaliste à la recherche perpétuelle du profit : un actif sur deux au chômage, belle récolte n'est-ce pas ?

Pour ceux qui auraient encore l'audace de douter de l'éclatante santé de la Guadeloupe, notons que le soleil (pour touristes) a une mine radieuse, la mer n'a jamais été aussi bleue et les cocotiers encore plus prestigieux qu'avant, n'est-ce pas ici la preuve absolue de la départementalisation... réussite ?

« Pour tous les milieux politiques, de l'administration aux communistes et aux nationalistes de toutes tendances, les conditions dans lesquelles évoluent l'Algérie et le mouvement national étaient loin de celles qu'exigeaient la révolution armée ». Tandis que pour le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action), « *il n'était pas nécessaire d'attendre l'organisation d'un grand nombre de militants et des masses, considéré auparavant comme un préalable. Une minorité décidée et bien organisée suffisait, dans la première phase, étant donné le niveau général, à amorcer le processus de la lutte* », (souligné par l'auteur de l'art.)

Néanmoins une nécessité s'impose ; celle que cette minorité ne le demeure pas « *après avoir joué le rôle de détonateur et libéré les énergies, à l'ensemble des forces nationales* ».

On peut lire dans la dernière partie du 8ème communiqué du GLA « *notre action est complémentaire de celle que mènent d'autres patriotes sur les terrains syndicaux et politiques* ».

N'est-ce pas pour le GLA, en quelque sorte, ignorer la diatribe verbale sans actions dures parallèles, c'est à dire, lutter sur le terrain militaire en laissant aux autres organisations sans doute déjà mieux implantées dans les masses de faire le travail d'éducation politique, de liaisons concrètes avec tous ceux qui n'ont pas encore compris la nécessité de s'organiser. L'histoire nous enseigne que plusieurs fois dans le monde, des patriotes ont utilisé une forme de « *terrorisme* » pour chasser l'impérialisme de leur sol. Que ce soit, en Algérie, en Angola, au Vietnam ou encore plus récemment au Nicaragua où le FLN a, par ces mêmes méthodes, pu mettre un terme à la tyrannie de Somoza.

La pratique du GLA

Les actions conduites par le GLA, au lieu d'être spontanées comme le disent certains, seraient penser que ce sont plutôt la le fruit de réflexions arrivées à maturité. La guérilla entreprise ne se contenterait pas uniquement de données livresques plaquées à la Guadeloupe, mais d'analyses rigoureuses tenant compte autant du contexte politico-économico-social, mais aussi géographique sans ignorer pour autant une mentalité spécifique aux colonies. « *Notre combat se situe dans un contexte particulier : celui d'une Guadeloupe qui a pris conscience de sa personnalité propre, des injustices intolérables qui régissent son sein, celui d'une Guadeloupe qui se mobilise par le biais d'organisations syndicales et poli-*

tiques indépendantistes. C'est par une lutte de harcèlement que l'on viendra à bout du colonialisme français et c'est la seule voie possible compte tenu de la configuration du pays... (1780 km² pas de maquis pour abriter notre « *armée rouge* »).

La pratique du GLA ne tendrait-elle pas également à redonner confiance à tous ceux qui désespèrent de voir « *des actions concrètes* » entreprises en Guadeloupe. D'autant plus que cette organisation, dans un de ses communiqués, dit avoir en son sein « *des fils du peuple guadeloupéen* ».

Peut-on inlassablement répéter à des individus d'attendre, que « *notre étape actuelle n'est pas à la violence* ». Alors que la violence coloniale est permanente quand elle n'agresse pas le corps, c'est « *au psychisme qu'elle s'en prend en attaquant l'identité guadeloupéenne, par ses médias, son enseignement et autres procédés... en tentant d'assimiler à n'importe quel prix, sans aucun souci des différences* ».

La directive permanente des organisations indépendantistes « *d'éviter les provocations* » ne se traduit-elle pas dans les faits par le recul. Sinon le découpage des masses et même de certains militants ?

Le courant « *intellectualisant* » prescrivant les conditions préalables à la lutte armée ne le fait-il pas de telle sorte que celles-ci deviennent un idéal hors de portée. Cette même conception de toujours renvoyer aux calendes grecques se manifestait également au sein du PPA lorsqu'il était encore clandestin, et s'est traduit par un réformisme flagrant lors de sa parution au grand jour sur la scène politique, notamment pour participer aux élections de 1946 où il était par l'occasion devenu PPA-MLTD (Manifeste pour le Triomphe des libertés démocratiques). Quel rapprochement faire de ceci avec les propos tenus par l'un des émissaires de l'UPLG, (qui lui est sorti de la clandestinité) dans l'article du Monde paru le 25 décembre, où il était dit : « *Nous sommes des réalistes. Que le gouvernement manifeste sa volonté d'ouverture... Nous ne sommes pas prisonniers de notre discours* ».

Après que l'UPLG eut déclaré « *solennellement qu'elle n'a rien à voir ni organisationnellement, ni idéologiquement, ni politiquement avec le GLA* ».

Cette dernière a fait parvenir à la presse son troisième communiqué dans lequel il était dit : « *certaines organisations indépendantistes, revendiquant pour elles seules le droit de libérer la Guadeloupe, perdent actuellement leur sang-froid. Le fait que d'autres Guadeloupéens non issus de leurs rangs osent les premiers prendre les armes pour mener clandestinement une lutte ouverte contre l'occupant français, les irrite au plus haut point ; de leur point de vue, s'ils ne*

contrôlent pas ces combattants c'est que ces derniers sont manipulés par la police... Nous affirmons bien fort que la répression a toujours existé en Guadeloupe sous des formes latentes et violentes... Il est pitoyable de voir certaines organisations faire des courbettes aux Français, en jurant la main sur le cœur qu'elles ne sont pas le GLA.

Plutôt que de partir du postulat GLA : « *provocation policière* » empruntons une autre voie.

Organisation authentiquement révolutionnaire

L'hypothèse qui voudrait que le GLA soit une organisation créée de toutes pièces pour nuire à l'UPLG, se basant essentiellement sur le fait que des grutiers parus sur les murs mettraient côte à côte les sigles GLA-UPLG créant ainsi, d'une part, une confusion dans l'esprit des Guadeloupéens, permettant d'autre part une répression à l'encontre de l'Uplg, puisque ce graffiti signifierait que le GLA ne serait autre qu'une fraction de l'Uplg ; son bras armé comme disait le sous-préfet.

Cette organisation, brisant le ronron traditionnel auquel est habitué le gouvernement français, crée par là même une réaction de la part de celui-ci : qui, craignant que les autres organisations de type plus classique ; ne se sentant dépassé sur la gauche par les actions de la dite organisation ne se radicalisent à leur tour, sème la confusion GLA égal UPLG afin de prévenir des actions à une échelle beaucoup plus importante et réprimer l'ensemble de ceux qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à la mise en place de son plan de destruction de l'économie guadeloupéenne et d'asservissement ou émigration forcée de la population de ce pays.

Tous ceux qui ont dénoncé, ou dénoncent encore le GLA n'aident-ils pas le bourreau à soulever la lame de la guillotine qui leur retombera sur le cou ? N'est-ce pas affligeant d'entendre le préfet, représentant du gouvernement français dire : « *Un groupuscule extrémement minoritaire qui non content d'essayer d'impressionner l'opinion politique par une série d'attentats ponctuels... tente de passer à l'étape supérieure* » et soulignant triomphant, qu'il ne s'agit là que d'un « *petit groupe... désavoué par tous les partis politiques, de quelque bord qu'ils soient* ». Fort du soutien que l'ensemble de ces organisations lui porte, il peut alors déclarer « *je suis résolu à tout mettre en œuvre, avec les moyens qui sont à ma portée et d'autres moyens que je n'hésiterai pas à faire venir, pour que les coupables soient*

identifiés, arrêtés et livrés à la justice ».

La vague de répression qui sévit en Guadeloupe, notamment suite aux actions du GLA (quoi qu'il en serait de même si d'autres organisations déclarées ou non avaient décidé à ce même moment de passer à l'action) par un effet pervers, pourrait avoir un côté positif du fait que toutes les forces de gauche, indépendantistes ou non se rejoignent sur la nécessité de s'organiser pour la répression, qui d'après leur analyse, se produira dans un avenir très proche.

Sortir de l'impasse

Comment ne pas avoir l'esprit préoccupé par le fait suivant : par quel biais les organisations indépendantistes peuvent-elles se tirer de l'impasse dans laquelle elles sont entrées. N'ont-elles pas désavoué le GLA, afin de se prémunir contre la répression, et donc du même coup ont fait le jeu du gouvernement. Celui-ci après la création d'une confusion GLA-UPLG pouvait par la suite récupérer cette prise de position, précipitée de l'organisation pour mieux frapper ses militants qui eux, eu égard au travail de liaison avec les masses » qui est le leur, apparaissent au grand jour.

Avant de clore cet article, il faut remarquer tout de même que dans son troisième communiqué, après avoir réitéré son ultimatum du 31 décembre, le GLA déclare que « *dans le cadre d'une Guadeloupe libérée, nous serons capables des meilleures relations avec le peuple français* ».

Le GLA prenant le contre-pied des propos tenus par les représentants officiels, prononçant la collaboration et l'unité des guadeloupéens avec eux « *demande aux forces vives de la nation de se tenir prêtes à rejoindre ses rangs* », et ajoute « *plus que jamais la loi du silence doit prévaloir... Nous lançons un appel de solidarité auprès de tous les patriotes, auprès des organisations syndicales et politiques de la Guadeloupe* ». Ici encore, il est difficile d'admettre la thèse de l'organisation surgie des cerveaux des services secrets. Car sinon, pourquoi une organisation fictive lancerait-elle un appel à la solidarité ? Il ne faut pas oublier que les gens qui bravent l'autorité et le système colonial sont souvent soutenus par les milieux populaires d'une manière presque « *spontanée* ». Il n'est qu'à se rappeler le cas de Marny en Martinique. Beaucoup de gens savaient où il se cachait, mais ils restaient muets. La personne qui a osé rompre le silence, s'est vu saccager son magasin. C'est encore une preuve de la solidarité populaire guadeloupéenne.

ce au pouvoir, alors que dans ce cas précis, il ne s'agissait que d'un voleur », mais qui narguait la police ; fait important dans un pays où les êtres traités en sous-hommes se créent vite des héros.

Mais on ne voit pas trop bien pourquoi le colonialisme ferait des actions pour donner du courage à tous ceux qui commençaient à désespérer...

Dans tout cela, une seule certitude : si les Guadeloupéens ne sont pas suffisamment solidaires et organisés (en Guadeloupe et à l'étranger) pour faire face à la répression qui risque de se faire plus violente, sous des aspects, ce sera encore une fois l'occasion pour le gouvernement de faire « *un nettoyage* » par le cide, et de rétablir encore une fois de sa domination coloniale.

N'était-ce pas le cas en 67 (SF n°4) ou après une répression sanglante (de nombreux morts et blessés) et la décapitation du mouvement national naissant. Il y a eu une vacance de l'opposition guadeloupéenne face au pouvoir. C'est seulement à partir de 1970 que l'on assiste à une véritable réorganisation du mouvement patriotique.

Les actions du GLA, que l'on soit pour ou contre (là n'est pas problème) servent de toutes façons à faire prendre en compte, même pour ceux qui feignent de l'ignorer, le « *malaise* » (pour être modéré) existant en Guadeloupe.

Jamais sans cette série d'attentats, l'opinion internationale ne croirait à une remise en cause de ce « *statut départemental* » soi-disant accepté par l'ensemble de la population.

Jamais les Français ne sauraient que les immigrés guadeloupéens sont des « *exilés politiques* » parce que la plupart du temps, ceux qui sont expatriés, appartiennent aux « *forces vives* » de la nation guadeloupéenne, et sont justement les plus capables, de par leur jeunesse, de combattre le système colonial. Les travailleurs français qui ont toujours combattu pour sauvegarder leur liberté, et tous les hommes épris de justice, maintenant qu'ils sont informés des agissements du pouvoir giscardien ne pourront qu'appuyer la lutte du peuple guadeloupéen qui doit être un coup de plus porté aux flancs de la « *bête impérialiste* ». Lénine ne disait-il pas devant soldats et ouvriers en 1920 : « *La conviction que la guerre est juste, la conscience de la nécessité de sacrifier leur vie pour le bien de leurs frères, élèvent le moral des soldats et leur font supporter des fardeaux inouïs* ».

Guy FLANDRINA

Concernant le cas algérien voir les livres : « *De A. Mahsas à Le Mouvement révolutionnaire en Algérie* » Et de M. Harbi : « *La FLN : Mirage et Réalités* ». édition JA.

— d'autre part à tenir éloigné les éventuels investisseurs (notons que lors de l'explosion à l'hôtel « *Méridien* », celui-ci abritait des journalistes de différents pays.

Alors que parallèlement, les organisations patriotiques dénoncent les plans du gouvernement français tendant

— d'un côté à opérer une « *substitution de population* », — de l'autre « *l'implantation de multinationales ruinant les petits commerçants et artisans guadeloupéens* ».

Cibles du GLA

Tout ce et ceux qui organisent l'envahissement français ou le cautionnent, ainsi que l'expatriation des Guadeloupéens :

- hommes d'affaires,
- compagnie d'aviation,
- aéroports,
- hôtels,
- banques,
- représentants du patronat.

Tous les moyens de propagande et de répression permettant au plan du gouvernement français d'aboutir :

- Studios-Radio-TV,
- Conseil général,
- préfectures,
- palais de justice,
- gendarmeries.

Pour le gouvernement français autant que pour ses représentants en mission ou locaux, il ne s'agit que de « *terroristes isolés* » ou encore de « *menées subversives étrangères visant à déstabiliser la région* ».

Tous les « *officiels* » déclarent à qui veut l'entendre que de toute façon, il ne peut s'agir que d'individus isolés étant donné que les Guadeloupéens peuvent s'exprimer « *librement* » lors des consultations électorales... et qu'au scrutin de 78, la Guadeloupe avait élu trois députés R.P.R. Jene reviendrais pas sur les faits et circonstances de ces élections ce qui, ici, ne serait pas d'un

grand intérêt mais plutôt sur celles qui ont eu lieu 22 ans auparavant ; en Algérie, en 1958, donc en pleine guerre de libération (qui débute le 1^{er} novembre 1954) sous la direction du F.L.N. alors que les patriotes algériens assaillent des coups mortels au colonialisme, celui-ci parvient par les moyens d'une vaste campagne psychologique à faire voter les Algériens à 80% pour la constitution de la Vème République, le colonialisme français tenta alors de faire croire que l'Algérie était bien française et que les militants du F.L.N. n'étaient que des bandits ; néanmoins, en 1962, les accords d'Evian reconnaissent l'indépendance nationale de l'Algérie.

Le gouvernement a-t-il intérêt à isoler le GLA ?

Certains hommes du pouvoir ont fait quelques interventions qui peuvent jeter un peu plus de lumière sur l'énigme et mettre du même coup à jour les grossières manœuvres politico-psychologiques.

Concernant les « *objectifs économiques* » à propos des attentats, le préfet a déclaré : qu'il s'agit de faire peur à l'opinion publique et aux touristes, autant que décourager les personnes qui seraient disposées à investir dans le département.

Il a donc appelé les Guadeloupéens à s'unir afin que ces objectifs ne soient pas atteints, car ils n'aboutiraient, dit-il, qu'à provoquer la ruine de l'économie par une fuite des capitaux et une diminution des investissements.

M. Dijoud quant à lui, questionné sur les attentats soulignait qu'ils « *impliquent que tous les moyens de police soient mis en œuvre sans faiblesse ni concession* » (souligné par la rédaction).

Après cet appel à la répression sans borne, le secrétaire d'Etat ajoute, paternaliste, « *mais je voudrais que l'on gar-*

de mesure et raison » ; n'est-ce pas là une contradiction totale de ce qui vient juste d'être dit. En regardant de plus près la suite du discours on comprend mieux cette hypocrisie : « *l'essentiel est de se serrer les coudes pour que, en métropole ou ailleurs, on ne croit pas que ce département vit des heures graves décisives ou tragiques* ».

N'est-ce pas révélateur ?

— d'une part rassurer les touristes et les éventuels investisseurs sur le « *calme, le bon climat social* » régnant en Guadeloupe,

— d'autre part demander aux Guadeloupéens qui n'ont pas encore tout à fait compris où se trouve leur véritable intérêt, voire leur dignité, de collaborer avec l'occupant et de ce fait même, cautionner la répression sauvage qui dès lors s'abat sur les patriotes de leur pays.

C'est un climat de délation que l'on veut établir, afin, d'après la vieille recette, de « *diviser pour mieux...* » frapper.

Si la population connaît une vie aussi paisible que le prétendent les différents intervenants plus rien ne justifie, dès lors, l'arsenal policier déployé ; qui fait dire à certains que « *la Guadeloupe vit dans une situation de couvre-feu, et d'état de siège non déclaré* » ; sinon les préparatifs d'une répression à plus grande échelle.

Le goût d'un plat déjà servi

François Mitterrand, en 1954 suite à une tournée dans ce pays déclarait que la paix régnait en Algérie.

M. Dijoud quant à lui, le 8 décembre à sa descente d'avion en Guadeloupe affirmait « *l'avenir est clairement tracé. La population vit paisible et confiante. Le climat social est en général bon, et les élus se félicitent de l'excellente collaboration avec le gouvernement.* »

Quelques temps auparavant, ce même personnage, se voulant sécurisant pour certains et menaçants pour d'autres, disait : « *il faudra du temps pour arriver à découvrir et à châtier les coupables...* [Mais] ce qui est important à méditer c'est qu'on y est toujours arrivé ».

Il serait temps que les manipulateurs de tout ordre apprennent à leurs dépens, que l'on ne peut raconter éternellement des histoires à un peuple, même lors des fêtes de fin d'année. Le père Noël, les Guadeloupéens le connaissent pour l'avoir rencontré à maints carrefours ; il s'habille en kaki, a le crâne rasé et porte un fusil en bandoulière en guise de hotte. Il est aussi très généreux lors de la distribution des coups de matraque voire de balles... de fusil.

Il faudrait beaucoup moins que ces 345 années de colonisation, d'exploitation et de répression pour rendre un peuple majeur et lui donner soit de liberté et le courage de tout affronter pour son émancipation.

L'heure n'aurait-elle pas sonné pour le « *meurtre du père ?* »

Malgré toutes les tentatives des Dijoud et autres... pour faire croire que la « *paix sociale* » est au beau fixe, les colons français s'organisent ; on les voit de plus en plus nombreux dans les clubs d'arts martiaux et de tir ; serait-ce uniquement pour casser des briques ou faire du tir au pigeon ?

Quand tout laisse à croire que l'on se trouve à l'aube de la constitution d'un véritable front en Guadeloupe qui, profitant des actions déclenchées par le GLA se renforcerait dans la lutte pour buter hors de notre territoire l'impérialisme français ; on assiste effectivement à un front uni de toutes les tendances autonomistes ou indépendantistes mais, pour dénoncer le GLA et par ce biais tenter d'échapper à la répression, qui ne les épargne pas pour autant.

Ici encore un parallèle s'impose.

S.F. : Parlez-nous des formes différentes que peut prendre la répression.

M.I.M. : Il semble qu'après avoir hésité entre différentes manières d'arriver à cette stratégie, le gouvernement Giscard ait choisi la méthode dite de génocide par substitution : nous faire partir et se servir de la Martinique, parce que Giscard sait très bien que le mouvement patriotique existera dans ce pays, ses projets vont peut-être avancer, mais ne pourront pas être achevés. Ce mouvement doit répondre à des provocations permanentes. La dernière fois que nous avons fait une campagne de graffitis sur l'armée française extérieure, plus de 200 gardes mobiles sont entrés d'extrême justesse pour nous encercler et nous attaquer. La répression est excessivement sauvage, à un moment donné, elle prend d'autres formes plus sophistiquées,

Pour nous — et c'est la différence fondamentale — c'est la rupture, l'indépendance, la responsabilité. Pour les partis réformistes, c'est l'autonomie dans le cadre de la République française. C'est ce qui nous sépare, en dépit des précautions de langage que l'on emploie à un moment donné. La répression en Martinique est multiforme : elle s'exerce premièrement à travers la déportation massive des forces vives de la nation. S'il y avait des jeunes ici, à force de rester au chômage, à force de subir la désastreuse situation économique que nous connaissons, il est certain que ces jeunes prendraient conscience, prendraient du levain pour la révolution. La situation est devenue explosive ; imaginez une marmite avec le couvercle vissé dessus à certains moments, s'il n'y a pas un endroit pour que la vapeur passe... La répression existe en France même, au niveau des jeunes qui partent d'ici. Parce que vous n'allez pas me dire qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent là-bas ; ils sont souvent démunis, violés, ils n'ont pas le temps de penser à leurs problèmes.

Ou des fois lorsqu'ils agissent, ils sont également réprimés violemment. Ce qui fait que n'étant pas en sécurité dans le pays de l'autre, dans un pays colonisateur, finalement ça peut, dans un premier temps contribuer à réfréner leur désir d'émancipation. La répression existe dans les lois qui nous dirigent, ce sont des lois françaises : proclamer que le 22 mai est une date importante dans notre histoire et que cette date devrait être respectée, et être traduit devant les tribunaux. Même si on n'est pas emprisonné, c'est une forme de répression qui agit non pas sur les militants communistes, la répression existe aussi dans la façon d'organiser le système économique de notre pays. C'est une répression comme une autre. Parce que contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas seulement parce qu'un peuple est au chômage qu'il ne peut pas se révolter. Mais nous ne disons pas non plus systématiquement qu'un peuple au chômage se révolte.

MARTINIQUE

La « question antillaise »

Vue par le M.I.M.

Sans Frontière vous livre la suite de l'interview du M.I.M. à M.K.L. Alfred-Marie-Jeanne et ses compagnons expliquent la spécificité de la répression en Martinique : multiforme et adaptée aux circonstances. Selon eux, il existe des « contraintes » extérieures et internes qui empêchent le gouvernement français de se manifester de façon trop brutale. La répression se focalise aussi dans la structure économique et l'arsenal juridique : des formes de superstructures particulières qui superposent, l'existence des forces françaises d'intervention, de parcs en Guyane ou en métropole, la présence de gendarmes et de gardes mobiles dans la rue constituent une « atmosphère » de répression. Ce phénomène ne doit pas masquer les carences d'une analyse opérant sur le phénomène de l'assistance.

Banalisée, mythifiée, l'assistance de Paris aux îles Caraïbes — les « faux départements » — est une tarte à la

crème dont les journalistes se font écho. Ces derniers seraient souvent en contact lors de leurs séjours aux îles, avec des lobbies — de droite ou communistes — parfaitement intégrés au système, membres de l'establishment local.

Leurs discours, P.P., P.C. ou trotskystes compris est uniforme sur ce problème. L'extension des acquis sociaux de la métropole aux Antilles peut s'analyser comme une contradiction d'un système colonialiste.

« La question antillaise » si on pouvait l'appeler ainsi, se manifeste par des formes d'action que l'on pouvait croire d'un autre temps. Du temps où les nationalistes vietnamiens harcelaient les forces françaises, où les militants algériens du FLN posaient des bombes. La Martinique apprend à connaître les « manifestations de violence » tandis qu'une « antenne » du GLA Guadeloupe — qui a frappé à Paris maintenant —

communiqué un texte au *Monde* (6/01/81), lequel considère que « les Vietnamiens ont tué le colonialisme français,

les Algériens ont creusé sa tombe, les Guadeloupéens vont l'enterrer ». Ce texte-là, par delà le problème de son authenticité, se situe en droite filiation du Vietcong et du « fellouze », deux variétés de type d'homme produit par le colonialisme français au XXème siècle. Les dirigeants du MIN disent clairement que leur existence

permet de conserver la flamme anti-colonialiste, et de l'inscrire comme question dans les préoccupations politiques antillaises. Les Vietnamiens et

les Algériens ont voulu et soutenu cette lutte. Qui peut dire aux Antilles françaises l'écho réel des idées indépendantistes ? Tout le problème est là :

« De la révolution comme désir ».

C'est cela notre dialectique.

Le fait même de l'organisation, de la structure économique que nous avons est une répression ; l'individu doit s'humilier, accepter, quémander ; il a une âme d'assisté, et sachant qu'on leur donne quelque chose, il oublie ce qu'il a perdu, il ne retient que ce qu'on lui donne en dernier ressort, et ne vit que cela, il n'a pas une raison de se révolter. Si on ne fusille plus aussi sauvagement, on fusille toujours périodiquement.

Arrestations et perquisitions

S.F. : C'est un point important parce que c'est effectivement une manière de tuer les gens sans qu'ils s'en rendent compte ; parce que de toute façon quand tu sais qu'on te donne un coup, tu sais que tu as un ennemi là, il est en face et tu en as conscience tout le temps.

M.I.M. : Un jeune comme Louvignat qui a été descendu... Prenons le cas de Louvignat. J'ai parlé de répression sanglante à période régulière. IL y a quand même du sang martiniquais qui coule, vous êtes d'accord avec moi. IL y a répression au niveau culturel, tout le monde sait comment les médias nous assènent régulièrement, nous aliènent, nous dé-culturent. La répression est tellement multiforme que dans notre chair même, dans notre conscience, à tous les niveaux culturel, économique et social, tout ce que vous voulez. Je vais plus loin, la répression existe, et elle sévit avec la peur du gen-

darme. Lorsqu'on introduit un contingent de 220 gardes mobiles, vous pensez que ça ne serait pas une répression ? Même si on n'a pas fusillé quelqu'un, lorsque les gendarmes circulent partout armés jusqu'aux dents, est-ce que vous croyez que ce n'est pas une répression ? Lorsque les armées françaises assassinent le peuple martiniquais ? Vous savez en Guyane, il y a des forces françaises stationnées, des forces françaises d'intervention. Lorsqu'en France même, il y a une base de parcs, des forces prêtes à intervenir à n'importe quel moment non seulement dans les autres pays, mais particulièrement en Guyane, Guadeloupe et Martinique.

IL y a des dirigeants du Mim qui sont poursuivis devant les tribunaux, même pour des choses apparemment bénignes. Lorsqu'on sait que des patriotes guyanais sont enfermés dans différentes prisons de France ; ce n'est pas une répression sanglante parce que le sang n'a pas coulé ? C'est une répression lorsqu'en Guadeloupe, on arrête des militants U.P.L.G. pour interrogations, qu'on fait des perquisitions, qu'on les poursuit, c'est quand même une atmosphère de répression.

Les contextes international et

S.F. : Quelles sont les limites que le pouvoir ne peut ignorer ?

M.I.M. : Il ne faut pas oublier que s'il y a des interdits, il y a un acquis révolutionnaire dans ce pays, on se bat. Cela ne

veut pas dire que le gouvernement ne peut pas nous descendre, qu'on ne peut pas arrêter Marie-Jeanne ou un autre militant du front patriotique. On peut le faire, c'est encore possible, mais cela va soulever un tel vacarme que le gouvernement lui-même se dit : est-ce qu'on ne peut pas faire différemment ? C'est la solution du « génocide ». Donc, c'est une façon détournée de résorber la contestation. Si le gouvernement français continuait à fusiller le peuple martiniquais de façon brutale, peut-être que les Martiniquais auraient pris davantage conscience de la situation. IL y a le contexte international et caraïbéen. Quoi qu'il se passe aux Caraïbes, les autres pays sont quand même indépendants. D'une façon générale même si c'est la « droite » qui est passée partout, cette droite-là, à mon avis — même les pro-américains — ne pense pas que la Martinique ne doit pas être indépendante exemple. Ils ne sont pas fondamentalement opposés dans le principe, puisqu'eux-mêmes sont des gens qui ont pris le pouvoir. Et puis enfin, il y a la condamnation internationale qui veut (elle comprend les ex-colonies) que les autres pays accèdent à l'indépendance ! C'est l'O.N.U., c'est l'O.U.A. et j'en passe. Donc il faut dire qu'il y a un contexte particulier qui fait qu'actuellement on a une répression particulière, adaptée et multiforme. La France a besoin — comme tête de pont de l'Europe — de s'installer dans la région. Elle ne peut pas se manifester par une répression trop sanglante ; mais c'est une contrainte même

si en Dominique, à St-Louis ou en Jamaïque, c'est un parti pro-américain qui commande ou qui arrive au pouvoir, il ne peut pas admettre une répression sanglante, au sens policier.

L'assistance comme mythe

S.F. : Quelles sont les raisons « intérieures » à la répression ?

M.I.M. : Il faut être honnête. Vous comprendrez que la France tienne à prendre ses précautions ; mais il y a une raison in-térieure : chaque fois que la répression est sanglante ou violente, cela favorise quel parti ? Le mouvement patriotique, c'est absolument évident ! Ça met dans une situation de plus en plus difficile les cartes que le gouvernement ne peut pas ici. Nous continuons à dire qu'il y a des discussions en cours en ce moment entre Giscard et Césaire : le gouvernement ne peut pas brûler ces cartes-là. Faire une répression sanglante, c'est montrer la lucidité du programme du P.P.M. Peu importe que ces cartes soient vieilles, ce qui importe, c'est de savoir si elles marchent, si elles apportent des résultats, etc... Leur résultat le plus concret pour le gouvernement, c'est de continuer à polariser l'attention et de perpétuer des faux débats, qui ne soient pas des débats sur la décolonisation ; de continuer à entraver la marche du front patriotique. C'est une des raisons pour laquelle le gouvernement ne peut pas se manifester par une répression trop brutale.

S.F. : Qu'en est-il exactement de l'assistance ?

M.I.M. : Je veux laisser tomber la discussion sur la répression pour parler de l'assistance. Parce qu'il y a un mythe de l'assistance, je disais que les journalistes qui viennent de l'extérieur sont généralement embarqués dans ce mythe pour deux raisons ; non pas parce qu'ils font une analyse objective, ils n'en ont pas le temps et on ne peut pas le leur reprocher. Mais quand ils arrivent, ils sont pris en charge immédiatement par ce que nous appelons le lobby de droite ou le lobby communiste. C'est-à-dire des gens qu'on peut rencontrer partout, qui font partie de l'establishment, ou qui se proclament pour l'indépendance comme les trotskystes mais font la même analyse concernant l'assistance que le P.P.M. ou le P.C.M.. Nous disons qu'il y a assistance, mais c'est une contradiction du système. L'un des éléments de sa stratégie, c'est de poursuivre jusqu'au bout la départementalisation. Il n'y a pas une assistance spéciale pour les D.O.M. : l'assistance dont il s'agit est une extension à ces faux départements des lois et des avantages dont bénéficiaient les travailleurs français depuis des dizaines d'années. A la limite, de quoi s'agit-il ? D'avoir l'assistance-chômage ?

Propos recueillis par Maria Kala Lobé

TUNISIE : Syndicats ouvriers et patronaux

L'histoire du mouvement national tunisien a occupé une place de choix dans les travaux du deuxième colloque international d'histoire maghrébine dont nous avons parlé dans notre dernier numéro. Il va sans dire que les organisations syndicales étaient les véritables pièces maîtresses de la lutte nationaliste en Tunisie. Deux communications très instructives sont à signaler à ce sujet : la première, nous la devons à la plume de **Hédi Timouniet** portait le titre suivant : « *Origines et avatars du syndicalisme patronal autochtone de Tunisie 1947-48* ». La deuxième s'intitulait « *La participation du mouvement syndical dans le mouvement national* » et était due à **Abdesslam Ben Hamida**. L'historien Timouni a souligné le début de sa communication que « le syndicalisme pa-

Ces organisations ont été souvent considérées comme de simples appendices du Néo-Destour. Nous pensons que les syndicats affiliés pour la plupart à l'U.G.T.T. ont gardé suffisamment d'indépendance à l'égard des partis politiques au cours de cette période pour que nous puissions parler de composante du mouvement national ayant sa propre stratégie de politique intérieure et extérieure. C'est pourquoi nous allons étudier le rôle de ce syndicalisme tant à l'échelle nationale qu'internationale.

L'U.G.T.T. a su relier étroitement les revendications professionnelles aux revendications politiques et une des principales caractéristiques du syndicalisme tunisien (que nous retrouvons d'ailleurs dans d'autres pays colonisés) est la politisation rapide.

Le 12 mai 1951, l'U.G.T.T. est à l'origine de la constitution du « *comité d'action pour les garanties constitutionnelles et la représentation populaire* » et le 29 décembre 1951, une série de grèves protestant contre l'oppression colonialiste dans les mines du Sud, dans le secteur des P.T.T. et des tramways à Tunis et Ferryville.

Les 21, 22 et 23 décembre de cette même année, une grève générale ouvertement politique, soutenue à la fois par le Néo-Destour, le parti communiste tunisien, le Vieux Destour, l'Union Syndicale des Travailleurs Tunisiens (d'obédience communiste) et l'U.G.T.T. est déclenchée pour protester contre la fameuse note du 15 décembre.

Depuis, nous pouvons parler de « *fonction* » dans la pratique syndicale des revendications sociales et politiques qui deviennent inextricablement liées. Dans le contexte nouveau, marqué par la répression, toute grève prend nécessairement un caractère politique. L'aspect politique est prédominant et certaines luttes sont menées conjointement avec des partis : c'est le cas de la grève générale du 19 janvier 1952 organisée en commun avec le Néo-Destour pour protester également contre la répression.

Au cours de ces nombreuses luttes, la Centrale Syndicale a pu mobiliser contre l'impérialisme français des effectifs qui dépassent parfois largement le nombre des syndiqués. Ces derniers deviennent de plus en plus nombreux et en acquièrent une conscience nationale. Plusieurs parmi eux adhèrent également aux partis politiques notamment au Néo-Destour.

Alors qu'au Congrès constitutif sont présentés les représentants de 12 000 adhérents (dont 2500 fonctionnaires), les effectifs de l'U.G.T.T. atteignent 56 000 en 1952 et sont évalués à 100 000-150 000 en 1956.

Un apport aussi considérable pour le mouvement national ne pouvait que le rendre plus combattif et nous pouvons donc affirmer sans risque d'erreur avec Daniel Guérin que F. Hached a pu « *revivifier le mouvement tunisien de libération nationale en lui infusant du sang prolétarien* ».

Le syndicalisme tunisien va rendre plus radical ce mouvement. Ceci apparaît nettement d'abord, pendant les moments difficiles à savoir quand, à partir de 1952, la politique de **De Hautecloque** vise à terroriser la population tunisienne « alors que les leaders néo-destouriens sont en prison, l'action nationaliste est dirigée presque au grand jour par le S.G. de l'U.G.T.T., F. Hached ».

Un journaliste français d'extrême-droite décrit la situation en ces termes : « *L'U.G.T.T. représentait dans la Régence une force révolutionnaire. C'est pourquoi depuis l'absence de Bourguiba et de Salah Ben Youssef, F. Hached apparaissait comme le véritable chef du Néo-Destour* ».

Ainsi en cette année 1952, les syndicalistes se retrouvent au premier rang du combat national. F. Hached anime la commission des quarante personnalités que réunit le bey et qui refuse un plan de réformes proposé par les autorités françaises. Hached ne cesse pas d'avancer les positions courageuses puisqu'il va jusqu'à justifier officiellement le recours à la lutte armée.

D'ailleurs, malgré l'absence de travaux consacrés au « *terrorisme* », nous pouvons d'ores et déjà affirmer que la contribution du syndicalisme à la lutte armée est certaine. Signalons par exemple qu'un ancien ouvrier de Ferryville a dirigé un groupe d'ouvriers de la mine de N'Dhilla et rejoignit le maquis en décembre 1952.

Plusieurs leaders syndicalistes « *Ugétistes* » participèrent activement à la lutte armée dont : Tahar Amira, membre de la commission administrative et secrétaire de l'U.G.T.T., ingénieur au service des mines du ministère de l'Équipement, Ahmed Tlili également membre de la S.A. qui est arrêté à Gafsa dès février 1952, Abdelaziz Bouraoui S.G. de l'union régionale de Sfax, Habib Hachour, ancien S.G. de Sfax, Mohsen Ben Algia, secrétaire permanent de l'union régionale de Mateur, et j'en passe...

N'est-il pas aussi légitime de se demander : est-ce que l'apport ouvrier fourni au nationalisme par le syndicalisme a contribué ou pas à changer la position du Néo-Destour à l'égard de la lutte armée menée essentiellement par la paysannerie pauvre et le lumpen-prolétariat ?

Ce qui expliquerait que le même Néo-Destour qui se méfiait en 1948 des « *fellaghas* » de Zeramidine » au point qu'un de ses dirigeants de Ksar-Helal les aurait attirés dans un guet-apens. a tenté de prendre la direction de la lutte armée en 1952-55.

En somme, nous pouvons affirmer que le mouvement syndical a renforcé l'aile radicale du nationalisme et a tenté de constituer une avant-garde. Cette importante contribution à la lutte politique ne lui a pas fait oublier les revendications d'ordre économique et social.

Les objectifs

Sa lutte sur le plan social se confond avec le combat pour la libération nationale [...], il ne veut pas laisser venir seule une libération nationale politique qui n'accompagnerait pas et ne servirait pas la libération sociale, en un sens même sa lutte pour l'affranchissement politique n'est qu'une manifestation de sa volonté de libération sociale. Il est convaincu que l'indépendance politique sans progrès social, sans le règne de la justice sociale, sans la transformation des assises économiques et sociales du régime, ne serait qu'un leurre.

Pour atteindre ces objectifs, les « *Ugétistes* » accordent



FARHAT HACHED

une importance particulière aux plans. Dès 1951, ils ont proposé à l'U.T.A.C. et à l'U.G.A.T. (syndicats patronaux) et probablement au Néo-Destour un plan général de relèvement économique et social « *tenant compte des intérêts bien compris de toutes les classes populaires de notre pays* ». Cette proposition n'a pas eu dans l'immédiat de suite parce que le conflit national est devenu si vif qu'il a relégué au second plan les questions économiques et sociales.

Les exigences

Au congrès du Néo-Destour tenu à Sfax du 15 au 19 novembre 1955, les « *Ugétistes* » de ce parti reviennent à la charge et obtiennent qu'un de charge et obtiennent qu'un de préparer le rapport économique et social qui est adopté à une large majorité. La motion et les rapports concernant les questions économiques et sociales adoptés au cours de ce congrès sont largement inspirés des programmes du syndical tunisien. Ils préconisent la nationalisation des « *Habous* », la création de coopératives agricoles, le morcellement des grandes propriétés, la réforme du régime fiscal et une révision des conventions liant l'Etat tunisien aux grandes compagnies.

Jusque-là, on a pu dire du programme du Néo-Destour qu'il était « *exclusivement politique et même plus précisément exclusivement national* ». Cette concession de la direction boureioise du Néo-Destour est fort importante, car une fraction de la direction risque d'être perdue et c'est l'idée force d'unité nationale qui est remise en cause. Ahmed Ben Salah en est conscient : après avoir signalé la présence de « *forces réactionnaires qui s'opposent à l'U.G.T.T. et aux décisions du congrès de Sfax au sein du parti* », le rapport moral du congrès de l'U.G.T.T. de septembre 1956 ajoute « *l'unité populaire demeure et demeurera une nécessité inéluctable pour une petite nation aux moyens limités, non à l'unité nationale basée sur la tromperie de certains mais unité de couches populaires* ». Ces couches populaires sont présentées comme étant les ouvriers, les fonctionnaires, les petits fellahs et la jeunesse. Alors que pour les leaders Néo-Destour, il y a « *appartenance au peuple de tous les membres de la communauté arabo-musulmane* ».

En somme, l'U.G.T.T. réclame des transformations économiques et sociales et est exigeante.

RACHAIED K.



Farhat HACHED s'adressant aux travailleurs à l'occasion du 1ER MAI 1951

tronal représente un des aspects de la participation des classes possédantes tunisiennes au mouvement de libération nationale et démocratique ».

Ce mouvement n'a réellement vu le jour qu'en 1947 avec la formation de la première centrale syndicale « *nationaliste* » de l'histoire de la Tunisie : « *L'Union des Syndicats des artisans et des petits commerçants de Tunisie* » (U.S.A.P.C.T.). Il est le produit de la lutte des petits patrons traditionnels qui sont les héritiers des représentants de la production marchande simple de la Tunisie précoloniale.

En 1948, lors de son deuxième congrès, l'U.S.A.P.C.T. devient officiellement « *L'Union Tunisienne de l'Artisanat et du Commerce* » (U.T.A.C.). Ce changement d'appellation imposé par le parti « *néo-Destour* » signifie l'ouverture de la centrale aux gros artisans et surtout aux grands commerçants.

Si le chercheur Timouni a tenté d'expliquer les débuts mouvementés de ce syndicat de liaison avec l'évolution des rapports de production précapitalistes, Ben Hamida s'est penché sur l'étude d'un autre syndicalisme non moins mouvementé ; le syndicalisme ouvrier, et particulièrement l'expérience de l'U.G.T.T., en liaison cette fois-ci avec l'évolution des partis politiques.

Le processus de politique en germe dans le congrès constitutif de janvier 1946, amorcé par les grèves de protestation contre l'arrestation de leaders politiques tunisiens au lendemain de ce qu'on appelle le « *congrès de l'indépendance* » qui a regroupé de nombreuses personnalités tunisiennes, semble s'être accéléré à partir des événements du 5 août 1947 (c'est-à-dire la tuerie de Sfax).

Dès 1949, la centrale ouvrière est au premier plan des revendications politiques.

Au cours de cette même année, Hached, secrétaire général, écrit : « *La lutte syndicale deviendra [...] de plus en plus inséparable du combat national que mènent les peuples contre les tentations d'asservissement économiques et politiques* » (1).

Notre premier devoir

Le 23 novembre 1950, une grève de protestation contre la répression colonialiste est déclenchée.

En mars 1951, l'U.G.T.T. mène avec succès une grève de protestation contre la répression au Maroc et un des rapports adoptés à un congrès affirme « *Notre premier devoir : servir la cause nationale* ».



L'année 80 en matière de livres, comme pour clore une décennie riche en floraison de tous genres, aura été l'année de la nouvelle, des souvenirs, de la biographie et de l'humour drôle. Le tout avec beaucoup de passion, souvent de l'amertume et de l'implication. D'où l'écriture à la première personne, les longs aveux... et une certaine réémergence à la sortie de chaque épreuve. En cela on dirait que les écrits épousent leur époque. D'autant plus qu'il y a de la passion dans toute cette production et qu'on vit une période passionnée si l'on ose dire. Il est vrai que la chose écrite peut coller à une époque, suivre une mode, s'inscrire dans une tradition ou s'en détacher.

On peut ainsi en apprécier la matière, la forme, la teneur... voire l'esprit. Selon. Reste qu'une tendance générale se dégage et qu'il importe de la souligner : l'économie de moyens à laquelle semblent s'adonner les nouveaux auteurs et qui imprègne la production littéraire de ces dernières années. Cette constante qui fait qu'on se livre à l'exercice de l'assimilation intellectuelle là où les facultés intellectuelles se trouvent le moins bienvenues.

La trame d'un livre aujourd'hui c'est une souvenance ; une réminiscence ; un fait divers, bref une trouvaille. Qu'il s'agit après de situer, lui donner un cadre et l'instruire. Il est vrai que la création littéraire procède en partie de la même attitude. Mais il est à craindre que cette évolution n'annonce une altération des instruments de construction romanesque en la confinant dans des espaces matériels réducteurs (visuels, graphiques...). Depuis « l'Ogre » de J. Chessex, « Gros-câlin » de E. E. Ajar, le profil du nouveau roman prend forme : il a une enseigne, un titre, une présentation. Voire « Cabinet portrait » de J. Luc Benzoglio. Le récit ou l'essai forment, eux, ces derniers temps des genres appréciés et dont on use à profusion dans tous les domaines. L'essai permet actuellement, et en général à des auteurs nourris spécialement par les médias, de s'attaquer aux maux de la terre et des hommes avec une superbe suffisance et un messianisme des premiers jours. Cependant que dans leur environnement le immédiat les problèmes et les maux de leurs semblables prolifèrent à l'échelle de la terre. Il en est ainsi des « Droits de l'Homme » des « minorités » de la « Culture », que sais-je encore du « droit à la vie ». Pour citer un exemple « Le Défi mondial » de JJSS, qui a fait le tour du monde des chiffres et

LIVRES

courbes pour présenter sa « réussite » en office dans le « Club du livre du mois », constitue un cas extrême. Cependant la France Etat-Nation, ses infra-droit, ses ghettos ses Sonacotras, ses Harkis, ses turcs du Sentier, ses Marocains des mines du Nord, sa deuxième génération d'immigrés..., aux bonnes âmes la charité.

Les passions de la nostalgie

Mais il n'y a pas que ceux qui reviennent de loin comme J.J.S.S. Il y a aussi et surtout ceux dont ces préoccupations sont celles de leur génération, d'où la justification de leur inquiétude. ceux-là ont beaucoup plus que des problèmes de conscience. A moins que leur attitude ne s'explique par cette phrase relevée récemment dans les Nouvelles littéraires « nous, les gens de trente ans, avons la nostalgie de ce que nous n'avons pas vécu ».

Dans le récit, biographique le plus souvent, que d'amertume, de reniement, de nostalgie ; que de fausses confidences, que de passions ne déchaînent-elles pas ! On évoquera pourtant quelques titres parus au cours de l'année et venant d'intellectuels originaires de l'Afrique du Nord. « Au pays de mes racines » de Marie CARDINAL, « Gagou » de Guy SITBON et « Parcours immobile » de E. Amran EL MALEH. Il faut le dire avec courage, il y a une mémoire qui remonte, il y a de l'émouvant dans ces livres de juifs d'origine marocaine, tunisienne ou algérienne constatant leurs déchirures le temps d'une méditation. Mais il y a aussi un sérieux manque d'authenticité - ce qu'a reconnu avec courage Marco KOSKAS lors d'un récent colloque sur la culture Juéo-Arabe. La toile de fond de ces trois livres c'est la tendance-recherche d'assimilation de juifs d'Afrique du Nord à la culture-communauté française sous la colonisation. Puis après l'indépendance, des velléités de se faire adopter par les arabes. De l'échec, puis du départ vers la diaspora. L'évocation faite par EL MALEH dans « Parcours immobile » autour de la dernière tombe juive dans un cimetière juif d'une petite ville marocaine est poignante. Elle ouvre le « Parcours » à partir de sa genèse : des cartes postales envoyées au début du siècle de l'Occident des lumières par des cousins partis en éclaireurs. Bientôt, les choses -vestons, pantalons eaux de cologne- franchissent l'espace et le temps. « impudeur, étrange importation, étrange ce pantalon, la conquête par en bas ».

L'Enfant de l'Oukala de Ryvel

L'année 80 a été par contre riche en réédition ; comme pour pallier à un manque. On citera pour mémoire « le Pays d'origine » de E. du PERRON.

Les passions de la nostalgie

« N'y touchez pas ! » de José RI-zal et « L'Enfant de l'Oukala » de Ryvel. Dans ce livre paru en 1931 et réédité par J.C. LATTES dans sa collection « Judaïques », c'est le monde disparu de la Hara, ghetto juif tunisien des années 30 qui revit du dedans, grâce à Ryvel, pseudonyme de Raphaël Lévy, instituteur à l'alliance israélite et l'un des précurseurs de la littérature francophone d'Afrique du Nord d'inspiration juive. Le ghetto juif ici, il faut bien le préciser c'est le même qui peut exister partout et en toute époque. C'est le discerner qui importe ; « territoire d'une minorité, communauté-type : l'isolement du ghetto est à la mesure de cette configuration originale des pratiques et institutions qu'il abrite. »

« L'Enfant de l'Oukala », c'est le grouillement populaire, la condition des humbles et le fil tenu qui sépare la vie de la mort.

« A sujet neuf, langue nouvelle » lit-on à la première préface car « le littérateur, l'artiste ne se penche pas vers la fourmilière prolétarienne comme du haut d'un balcon ; avec plus ou moins de

sympathie, plus ou moins de curiosité sagace... de distance verticale, mais il considère ce milieu de plein-pied, du sein de ce milieu même... sans affectation, artifice, ni surprise ».

Les nouvelles de Ryvel se déroulent dans l'Oukala. Et les Oukala sont des palais de la vieille Hara de Tunis. « Amas de petits cubes sans fenêtres encastrant un vaste patio sur quoi ils prennent jour. Chacun est occupé par une famille, souvent de plus de huit personnes ». Car « Dieu bénit avec largesse les mariages juifs » et « A tous, le patio dispense lumière crue, eau jaugeuse, air alourdi de l'odeur de débris amoncelés ». Voici pour le décor.

Pour la trame, Zaira, fille unique et non-désirée, est orpheline de sa mère dès après sa venue au monde, venue qui brise net le bonheur d'un an de Khéilou et Rouehla. « Rouehla aux formes d'une aguchante plénitude, gage sûr de nombreuses maternités ; et ce Khéilou le rosignol, -avant qu'il ne sombre. Quelle voix! soupiraient, dans leur sommeil, les jeunes filles en âge d'être mariées ».



Le ghetto et la mort pour témoigner de la vie

Zaira donc, grandit et atteint l'âge de la puberté chez un couple voisin stérile, après qu'on isolât dans un obscur réduit son père atteint par la rage. N'ayant vécu aucune joie, vivant par délégation elle décide une nuit d'aller rejoindre son père dans le puits. Dans cette nouvelle de soixante-dix pages, où pas une particule n'est de trop, c'est la présence triomphante de la mort qui tisse la trame du vécu. La mort est là comme pour témoigner de la vie, cajo-

Suite page 13 ...

MUSIQUE

Djamel Allam Le chant de l'Amazigh

Des cheveux frisés, une barbe qui se dispute la moitié de son visage, un foulard indien autour du cou, des yeux noirs attentifs ; violence contenue et décontraction tout à la fois : Djamel Allam, Djamel, arabe berberophone, est né en Algérie. Pendant toute son enfance, il est submergé par des langues, des cultures, des musiques différentes : il apprend le français à l'école, parle berbère chez lui, écoute Johnny et la musique américaine à la radio, discute dans la rue en arabe dialectale, devenu symbole de la lutte anti-colonialiste.

A l'indépendance, il a 13 ans, l'arabe devient la langue officielle. On laisse juste une chaîne de radio berbère. Petit à petit, Djamel découvre par lui-même la musique berbère, celle de sa culture. 1969, année importante de sa vie, il est déclaré bon pour l'immigration, il se retrouve en France avec un tas d'envie de théâtre et de musique (il a envie tout simplement de s'éclater au maximum). Marseille, Paris puis les pays scandinaves : des petits boulots, la manche dans les restos : perdu au fond de la Suède, il commence à écrire des chansons dans sa langue maternelle : le berbère. En 1972, il retourne à Alger, présenter des émissions à la radio, sur la chaîne internationale. De retour en France, il donne son premier spectacle avec Brigitte Fontaine et Areski. Il parle de lui, de sa vie et chacun s'y reconnaît.

Après l'enregistrement de deux 45 tours qui ont eu un succès, en 1973, il décide de faire

un album dans de bonnes conditions techniques.

Djamel raconte dans ses chansons des histoires de son pays, dans une langue de poésie qu'est le berbère, il nous conte l'enfance, les villages et les montagnes de la Kabylie, et bien sûr l'immigration avec une des dernières chansons ; « si slimane » (sur laquelle on reviendra...).

Son premier disque à peine sorti de presse, Djamel l'envoie à Radio Alger, il fut très bien reçu par le public, cela répondait à un besoin de musique, à mi-chemin entre la musique « folklorique » et la musique occidentale (les rythmes rock and pop) bien que maintenant la mode est au reggae, peut-être verra-t-on des musiciens du Maghreb se mettre à l'heure de Kingston.

Chaque fois que je vois Djamel sur scène, je m'éclate, je danse comme un fou, et la salle

toute entière vibre, les gens qui connaissent ses chansons chantent avec lui, battent les mains en rythme. Le reste du public, généralement des Français, viennent par curiosité et aiment parce que c'est nouveau, c'est à la mode. Avant sa nouvelle équipe, Djamel était accompagné de deux mecs formidables, Ahmid et Sido, ce dernier est aux U.S.A., dernière nouvelles, il continue de jouer de la percussion à Chicago.

Djamel passe du 13 au 17 Janvier au théâtre de la ville, place du Châtelet ; il faut absolument aller le voir, fermer les yeux et laissez-vous emporter par sa poésie. Laissez tomber vos soucis et courez quand même à ce concert, et invitez vos amis à la fête. Amusez-vous bien... et à la semaine prochaine avec une interview de Djamel. A bientôt.

Mohamed Nemmiche



Photo « Sans Frontière »

Aïcha et ses enfants

Faire du théâtre à 13 ans

De passage à Paris où elles ont participé à une rencontre sur les jeunes immigrés, les six filles de Valence qui s'expriment ci-après nous ont rendu visite. Voilà décrite par elles-mêmes leur expérience, une expérience originale, inédite et qui se mène, sans aucun soutien officiel, depuis deux ans.

Deux pièces de théâtre en

deux ans, l'expérience est à soutenir et à méditer, surtout au moment où on commence à parler ici et là de crise de théâtre dans l'immigration.

Cette troupe de théâtre sans nom définitif est allée, lors de sa virée parisienne à la rencontre des travailleurs turcs de la confection. Une soirée comme on voudrait en voir tous

les jours, où les turcs ont joué une pièce sur leur vie, ont parlé longuement de leur pays, de leur vie, de leur condition

de sans papiers, et ont regardé à leur tour la pièce de Valence, et ont écouté attentive-

ment les témoignages de ces filles de 13-14 ans. A votre tour d'entendre.



Nous sommes six filles : **Saliha, Sylvie, Schéhérazade, Marie-Christine, Monnira, Anne-Marie.** Nous avons de 13 à 14 ans.

Nous avons commencé à faire des sketches il y a deux ans à la Maison de Quartier de **Fontbarlettes**. Fontbarlettes, c'est notre quartier dans la Z.U.P.

de Valence. On l'appelle aussi Fontbarlettes-Chicago parce qu'il paraît qu'il y a que des

voyous dans ce quartier.

On a fait une première pièce : « **La Famille Ben Ali** ». C'était

une pièce sur le racisme ; on parlait des difficultés des immigrés dans notre quartier : père au chômage, les flics venaient chercher le fils à la maison,

sans mandat de perquisition, parce qu'il avait volé dans une bijouterie ; la mère ne voulait pas les laisser rentrer. A la fin,

on a trouvé que c'était trop triste de montrer la vie de notre famille comme ça ; on avait rajouté une scène où le père gagnait au tiercé et où le fils sortait de prison.

Cette pièce, on l'a jouée deux fois ; au Palais de la Foire de Valence pour le Festival des Travailleurs Immigrés et au Parc du Plan pour les fêtes de l'Été. Les deux fois on l'a jouée avant la troupe des femmes de Paris « **La Kahina** ». On admi-



Les six filles de la troupe de Valence pendant leurs tournées à Paris en décembre 1980

re beaucoup cette troupe. Pour nous, c'est un modèle ; on aimerait jouer comme ça plus tard.

Pourquoi on fait du théâtre ? On a pensé que c'était la meilleure façon de faire connaître les conditions de vie des familles immigrées. Pour nous aussi, c'est la première fois qu'on a pu s'exprimer librement, comme on voulait.

A l'école, on n'est pas à l'aise ; on n'a pas le droit de choisir ; on est obligé de faire ce qu'on nous demande. Il y a même des profs qui sont racistes ; dans ma classe il y a un Turc qui fait de la mandoline avec l'association turque ; un jour, il a eu une mauvaise note ; la prof elle lui a dit : « tu ferais mieux d'améliorer tes notes plutôt que de faire de la mandoline ». Une autre fille, en techno la prof lui a dit : « Si tu n'es pas contente, tu n'as qu'à rentrer dans ton pays ».

A l'école on nous parle jamais du racisme. On a bien une heure de latin ; ça nous intéresse pas du tout. Pourquoi on nous parle pas du racisme qui nous intéresse ?

Notre deuxième pièce

Elle s'appelle « **Aïcha et ses enfants** ». Dans cette pièce, il n'y a pas de père. Hakima qui jouait le rôle du père dans la pièce de l'an dernier a abandonné le théâtre. On l'a pas remplacé ; on a dit que le père était mort dans un accident du travail ; et c'est la mère qui porte toute la responsabilité de la famille ; elle est aussi sévère que le père.

Dans cette pièce, on voudrait que les gens se posent des questions sur la situation de la fille dans la famille maghrébine ; la fille demande à sa mère de sortir : c'est non ; le fils, lui, peut sortir quand il veut et en plus il appuie sa mère ; il trouve normal que sa sœur lui obéisse et reste enfermée à la maison : la fille, c'est la boniche de la famille ; on trouve que c'est pas juste et on a voulu le dire.

C'est Schéhérazade qui joue le rôle du fils ; on n'a pas voulu de garçons dans notre pièce.

A St-Etienne quand on a joué pour le Festival de la deuxième génération, les garçons sont venus nous trouver après la pié-

ce ; ils nous ont dit : « Vous êtes dures avec nous mais quand même c'est vrai » ; à Paris, ils ont dit : « On ne se conduit pas comme ça avec nos sœurs » ; mais ils étaient hypocrites : ils ont pas voulu reconnaître parce que ça ne les arrangeait pas.

Nos frères

Nos parents

Le fils aussi a des problèmes avec sa mère quand il lui présente une fiancée... française ! (Marie-Christine). A la fin, le fils fait quand même ce qu'il veut et il s'en va avec la fille qu'il a choisie.

La fille (Sylvie) ne peut plus supporter de rester enfermée toute la journée dans la maison à faire du ménage et elle va trouver une assistante sociale qui la place dans un foyer.

La mère (Saliha), est complètement désemparée ; devant les autres (l'assistante sociale (Monnira) et la commère (Anne-Marie), elle ne veut pas reconnaître son échec ; elle reste maîtresse chez elle et maîtresse aussi de sa culture ; elle met dehors et l'assistante sociale et la commère. Mais au fond d'elle-même, elle est profondément bouleversée. Elle ne se retrouve elle-même que dans la dernière scène où elle évoque le retour et le mariage en Algérie de sa fille.

Cette pièce, on avait honte de la jouer devant nos parents parce qu'on est dur avec eux. Mais finalement, ça s'est bien passé, parce que notre pièce, elle fait rire aussi et pendant que les gens rient, ils ne se rendent pas compte tout de suite ; ils réfléchissent après.

On a joué au Festival des Travailleurs Immigrés en septembre à Valence et puis ensuite on nous a demandé de venir jouer à Saint-Etienne, à Villeurbanne à Paris, On est invitées aussi à Lyon le 25 janvier et puis à Grenoble, à St-Etienne et à Marseille.

Nos parents nous laissent aller parce qu'ils ont confiance à l'A.S.T.I.V. (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés de Valence) et ils connaissent bien Saadia et Odile : mais des fois ils disent que c'est à cause du théâtre qu'on a de mauvaises notes en classe mais quand même ils sont fiers de nous !

... suite de la p 12

leuse et énivrante et, ô combien familière : comme à la mort de la mère « *L'arrivée de la noaha (pleureuse) fut saluée avec une immense clameur. La Pleureuse s'assoit au milieu du groupe elle demanda des coussins, cala sa masse énorme. Sur l'assistance, elle promena un regard apathique. Elle dénombrâ les veuves, les mères en deuil qui murmuraient un couplet improvisé à leur intention. Elle escompta une recette appréciable. Sur sa monumentale poitrine, elle étala un large mouchoir à carreaux qu'elle retint de son menton. Sa main grasse plongea dans la blouse, entre ses seins, en retira une tabatière d'ébène, incrustée de nacre. Elle en tapota les bords afin d'égaliser la poudre brune, l'ouvrit, y puisa une pincée qu'elle porta à ses larges narines. Avec le mouchoir, elle s'essuya le doigt, le nez, épousseta ses effets, puis éternua bruyamment...* »

Toutes clameurs suspendues, cents yeux mouillés étaient braqués sur elle. Elle demanda quatre oeufs qu'elle goba à la file.

Elle éructa longuement, avec satisfaction... Filant sa voix avec parcimonie, elle préluda :

*Pleurons, ô mes sœurs !
balafrons nos joues,*

Ce dialogue avec la mort fait relever à Serge Moscovici, préfacier de la republication et auteur de « *Psychologie des minorités actives* » (PUF) qui vient de se voir décerner le Prix des sciences Humaines parallèles, pour des recherches non officielles, « *quelque chose de philanthropique, de condescendant...* ».

dans ces nouvelles ». Car les récits si vivants de Ryvel s'adressent à la vie et sont d'une extrême sensibilité. A leur lecture on reconnaît les ghettos qui nous ont entouré et ceux qui nous entourent... de Barbès au quartier de la Visitation, à Toulon.

Pour l'immédiat reconnaissant avec le premier préfacier de ce roman que : « *Lorsqu'ils ne finiront plus ostensiblement, d'avoir honte de leurs origines, les juifs africains sortis du ghetto s'émouvront librement aux récits de Ryvel* ».

Aziz G.

BIBLIOGRAPHIE

J. Luc Benzoglio : *Cabinet Portrait*. Ed. Seuil.

Edmond Amran El Maleh : *Parcours immobile. voix Maspéro*.

Marie Cardinal : *Au pays de mes racines*. Grasset.

Guy Sibon : *Gagou*. Grasset.

José Rizal : *N'y touchez pas*. Col.

Unesco Gallimard.

Ryvel : *L'Enfant de l'Oukala*.

J.C. Lattès.

Louis Wirth : *Le Ghetto*. Ed. champ urbain.

LES PRIX DE L'AMITIE FRANCO-ARABE

prix spécial du jury décerné à Charles-André Julien pour l'ensemble de son oeuvre.

Le prix couronnant un auteur français attribué à Charles-robert Age-ron pour l'« *Histoire de l'Algérie contemporaine* » (Presses Universitaires de France).

Le prix couronnant un auteur Arabe remis à Abdessalam Cheddadi, traducteur du « *Voyage d'occident et d'Orient* », d'ibn Khaldoun (sind- b a d)

Marie-Thérèse Lacaze a obtenu le Prix Mahmoud al Hamchari pour son livre : « *La fin des terres promises* ». (Ed. Syros).

En 1975, Domitila était à Mexico et en 1980, à Copenhague.

Pour dire, dans ses conférences consacrées à la femme, la vie de son peuple, l'espoir de ces femmes en lutte, pour « apporter son grain de sable », comme elle dit si bien.

C'est si rare, qu'on entende du haut de ces tribunes internationales, la voix de ceux dont on discute, dissèque les

clameurs et parfois dont on étouffe les espoirs.

Domitila, Bolivienne, femme de mineur, mère de huit enfants et syndicaliste, témoignait dès 1976, dans son livre (1).

Depuis, elle a continué à se battre, à témoigner.

Cette interview accordée à « Sans Frontière » a été faite en novembre 1980, lors de son passage à Paris.

Sans Frontière : Tes premières impressions à ton arrivée en Europe ?

Domitila :

Les pays d'Europe connaissent la Bolivie pour ses nombreux coups d'état. C'est pour cela que nous voulions, à la conférence de Copenhague, les prévenir du coup d'état possible. J'étais désespérée parce que je voulais me rendre dans la salle où les femmes étaient réunies et on me disait « taisez-vous » et je leur disais : « Mais il y a un coup d'état, on tue, on ne peut pas se taire camarades », « Mais ça se passe où ? » on me demande. « En Bolivie » j'ai répondu, « Mais de quoi vous étonnez-vous ? Pourquoi tant crier ? En Bolivie il y a toujours des coups d'état, tous les jours, ce qui serait nouveau c'est qu'il n'y ait pas de coup d'état ». C'est ce qu'on m'a répondu. C'est comme si nous, on aimait les coups d'état. Mais la vérité c'est qu'on n'aime pas les coups d'état. Ce qui se passe c'est que en Bolivie, nous vivons dans un système très injuste envers nous. Pour commencer, la Bolivie est un pays immensément riche en matières premières. Nous avons tous les minerais, argent, zinc, plomb, or, bismuth, pétrole, etc... Aussi du café, du cacao, etc... Nous sommes immensément riches en matières premières mais nous sommes à peine cinq millions et nous avons un pays tellement étendu.

Dans cette visite de l'Europe, j'ai pu voir ce minéral qui coûte tant à nos compagnons, qui en un mot leur coûte la vie puisqu'en peu d'années ils perdent leur vie pour extraire les minerais. J'ai pu voir des cimetières d'autos en Allemagne. J'ai vu des montagnes d'autos. Je me demandé comment est-ce possible que pour une simple rayure ils jettent les autos. Pourquoi ne nous les envoient-ils pas ; je suis bien sûre que nos mécaniciens sauraient bien les arranger et les faire marcher. Mais cependant le produit de nos compagnons est là, en train de rouiller. Et celui qui a produit ce minéral n'en bénéficie pas. Et aussi ce que nous avons pu observer c'est que ce minéral produit là-bas et qui coûte parfois la vie des mineurs est transformé ici en tanks, avions, armes et projectiles qui sont utilisés pour tuer à nouveau dans mon pays, nos fils et nos compagnons. C'est ainsi que la Bolivie reste avec les miettes et ces miettes sont partagées entre les capitalistes de mon pays, des civils et des militaires qui se disputent le pouvoir. Ils ont beaucoup

d'ambition et remettent nos richesses naturelles à la voracité des capitalistes et s'enrichissent eux-mêmes.

SF : Je voudrais savoir si vous avez des nouvelles de votre famille ?

Domitila : Depuis que le coup d'état s'est produit, je n'ai aucune nouvelle de ma famille. A la maison, il y a mon mari qui est dirigeant syndical depuis deux ans et mes huit enfants. Je ne sais rien car il est difficile de communiquer avec la mine. Le gouvernement a menacé d'exercer des représailles sur la famille restée au pays contre toute personne ou organisation qui, à l'extérieur du pays, dirait du mal du régime.

Un dirigeant syndical Lopez Altamirano, son fils a été arrêté pour obliger le père à se constituer prisonnier. Le fils arrêté est paralysé.

SF : Depuis combien de temps a-t-il été arrêté ?

Domitila : Depuis le premier jour du coup d'état.

La hargne de l'armée est telle qu'elle a décrété la peine de mort contre « les trafiquants, les extrémistes, les malfaiteurs ». Ils ont même détruit le siège de la COB et ils vont construire à la place un parc de récréation.

SF : Y a-t-il une résistance en Bolivie ?

Domitila : Face à l'attaque des syndicats boliviens et le bombardement de Siglo XX, (la mine), il y a eu un pacte : dans ce pacte, l'armée exige quatre choses : les ouvriers doivent retourner au travail et remettre les émetteurs radio. J'ai oublié les autres. Ils ont dit d'accord, à condition qu'ils n'interviennent plus dans les campegnements et qu'ils ne fassent pas de nouvelles arrestations.

SF : Qu'est-ce qu'un campegnement ?

Domitila : C'est le village, ce qui est autour de la mine. Ce sont des constructions en adobe faites avec des briques de terre, eau et paille.

Cet accord n'a pas été respecté par l'armée. Donc les syndicats sont entrés dans la clandestinité, et trois syndicats de Siglo XX, un syndicat de San José et la COB d'Oruro ont envoyé une lettre aux mineurs de Kiruna en Suède parlant de la résistance pour demander la solidarité. Donc on a commencé la résistance en faisant la grève du zèle. Et pour contre attaquer cela, l'armée essaie d'envoyer ses hommes dans la mine. Ils ont déjà essayé de faire cela pendant le coup d'état de 1976. Mais ça n'a pas marché car il faut bien connaître la

mine. C'est une maison pleine de pièges et de surprises et celui qui y entre doit la connaître ou il meurt. En 1976, ils ont envoyé plus de 80 hommes à la mine pour briser une grève mais plus de 20 moururent en un jour.

Quand un nouveau mineur entre dans l'entreprise, les anciens lui enseignent tous les chemins et les trucs de la mine.

SF : La COB centralise toutes les fédérations des travailleurs ?

Domitila : Oui, dans la centrale ouvrière sont réunies toutes les fédérations, confédérations ou syndicats d'étudiants. Tout est regroupé dans la COB. Mais, ceux qui ont la plus grande représentativité dans la COB sont les mineurs. J'ai assisté au dernier congrès de la COB, où il y avait 120 représentants mineurs, 60 représentants du textile. Nous avons la plus grande représentativité.

SF : Qu'est-ce que le comité des ménagères ? Comment s'articule-t-il avec les syndicats ?

Domitila : Les comités de ménagères sont nés d'une nécessité quand nos compagnons dirigeants syndicaux ont été emprisonnés. Ce sont les femmes qui allèrent réclamer la liberté de leurs compagnons. Comme elles n'ont pas réussi, elles sont revenues, se sont réunies en se groupant. Elles firent une grève de la faim et ont obtenu la liberté pour leur compagnon. Donc elles ont vu qu'en s'organisant elles pouvaient être une force. Et le 20 juin 1961, elles fondèrent un comité de ménagères.

Au début, personne n'a vu l'importance de ces comités. Ni les hommes ni les femmes ne comprenaient pourquoi les femmes devaient s'organiser. A la longue après beaucoup de difficultés, on a compris que c'était nécessaire et aujourd'hui ce sont les mêmes syndicats qui demandent aux femmes de s'organiser en comités.

Nos comités de ménagères sont affiliés au syndicat où sont nos compagnons. Et en tant qu'adhérents aux syndicats, nous appartenons à la fédération des mineurs et aussi à la COB. Au début notre tâche était de voir s'il y avait de la viande, du pain, s'il y avait du bon pain, de la mauvaise viande, voilà. Mais au fur et à mesure, en assistant aux réunions de leurs compagnons, elles ont compris qu'il fallait une lutte pour un changement social et économique. Et aussi de nous organiser, nous a permis de comprendre la lutte de nos compagnons. Car si nos compagnons étaient des dirigeants syndicaux, les femmes disaient lorsqu'il y avait la répression : « les syndicats ou nous, l'épouse et les enfants ou le parti. Etre organisées en co-

DOMITILA

Notre révolution doit avoir notre saveur

mités nous aide à comprendre et à savoir que nous sommes une force et que nous sommes exploitées comme nos compagnons, que nous devons mener notre lutte conjointe avec celle de nos compagnons. Et bien sûr, je ne sais comment dire cela, chez nous, on n'aime pas que la femme participe parce que on a été créée ainsi pour qu'on ne participe pas. Mais nous avons découvert que la femme aussi doit lutter, paume à paume, poing à poing.

SF : Il y a des comités de ménagères, mais que font les autres femmes ?

Domitila : Pardonnez-moi de ne parler que de mon pain brûlé de cette manière, égoïste, comme le boulanger qui ne voit que son pain brûlé. La vérité est qu'en Bolivie, à partir de la grève de la faim, commencée par les quatre femmes, dans tous les lieux, les femmes ont commencé à s'organiser et les camarades ont été les premiers à exiger qu'elles s'organisent... Et le 17 janvier de cette année, il y a eu un congrès national de femmes paysannes et il y en a eu d'autres plus petits dans divers départements. A ce congrès national, il y a eu plus de 2000 femmes paysannes qui y ont participé et ont formé la Fédération des femmes paysannes. Et par exemple, quand j'ai été invitée pour la première fois à animer une discussion à la campagne, j'ai demandé pourquoi ils ne s'organisaient pas dans la lutte avec leurs femmes. Mais ils m'ont surprises, car ils étaient là avec leurs compagnes et leurs enfants lors de cette discussion. J'ai dit que j'étais surprise. Et le compagnon m'a dit : « nous avons cette coutume que nous tenons de notre passé et que nous ont laissés les Incas, de travailler les deux, l'homme et la femme ». Ils ont donc après tant d'années gardé cette tradition et ils m'ont donné l'exemple de Bartolina Lisa et de Tupar Catali, l'homme et la femme qui ont combattu ensemble dans la guerre d'Indépendance contre les Espagnols.

SF : Quels sont les différents partis politiques ? Il n'y a pas que la COB en Bolivie ?

Domitila : C'est difficile... Il y a 50 et tant de partis politiques... Ceux de gauche, les plus importants, sont le UDP, le Parti de Marcelo qui se trouve à Santa Cruz, le parti de POR, je peux me tromper, le MPLN, le FRCV, etc... Il y a Paz, qui représente l'argent, pour moi personnellement. Je le considère comme un gouvernement de droite, agent de l'impérialisme. Ce qui nous étonne, c'est que des partis, soit disant de gauche, l'ont appuyé pour sa tactique, sa stratégie, disent-ils, mais je ne comprends pas. Quant aux partis de droite bien typiques, il y a la pha-



lange de droite, la ADN, parti de Banzer et de Paz.

Récemment est né un parti du mouvement indien Tupac katari. Mais eux aussi sont divisés en plusieurs fractions.

SF : Est-il possible que naisse en Bolivie, un parti qui prennent réellement pour points de base, l'histoire de la Bolivie, avec comme tu le sais la colonisation, l'attaque des indigènes etc...

Domitila : Cette question, nous nous la posons tous, mais je ne crois pas que nous allons trouver les solutions d'ici, confortablement assis comme nous le sommes et surtout loin des massacres et des maux que souffre notre peuple. C'est notre peuple, avec ses caractéristiques, qui doit trouver la solution, nous en sommes sûrs. Une fois un dirigeant m'a dit « ce ne sont pas les Chinois, les Russes, les Cubains et les Européens qui vont libérer la Bolivie, mais les Boliviens eux-mêmes ». Et je crois qu'il a tout à fait raison. Notre révolution, notre lutte doit avoir notre saveur, nous ne ferons notre révolution avec nos gotas, nos ojetas, avec nos tartas, nos samponias, avec notre chicha, avec notre trago, nos laguas, et notre chunio, avec cela nous ferons notre révolution.

J'informerai mes compagnons, quand je serai de retour, de l'intérêt que vous manifestez pour les problèmes des Boliviens. Et quand vous verrez un Latino-Américain ici, comprenez que ce qui se passe en Bolivie n'est pas unique et se passe dans de nombreux pays. Beaucoup de gens d'autres pays se sont vus obligés de quitter leur pays car ils souffrent la même répression que celle que souffrent les Boliviens.

Propos recueillis par Anne et Ana Maria

(1) Domitila : « Si on me donne la parole », Editions François Maspéro.

Notes : Gotas, ojetas, tartas, samponias, chicha, trago, laguas, chunio, sont des mots indiens désignant boissons, instruments de musique, sandales des Andes, etc...

AGENDA

PARIS

Musica

Djamel Allam, au théâtre de la Ville (place du Châtelet), du 13 au 17 janvier (18h30). Si bien sûr, vous aimez la Kabylie.

Jacques Higelin, « alertez les bébés ». Pour aller l'entendre, le plus dingue des auteurs-compositeurs Rock-Spectacle, à voir et à entendre, de Paris à New-York... et New-York à Paris au **Mogador**, 25 rue Mogador (285.28.80), 20h45.

Michel Hermon chante plein de nouvelles chansons à partir du 7 janvier à 20h30 au **Théâtre Petit Forum** (Forum des Halles).

Le **MTI** présente la **Troupe Chorouk** avec son spectacle « Sans Étoile » : samedi 10 janvier à 20h, 85 bis, rue de Ménilmontant (métro Ménilmontant).

Kirjuhel chante à l'église Saint-Maur, rue Saint-Martin (métro Halles-Châtelet) le 10 janvier 1981 à 20h30 : récital unique où Kirjuhel chantera « l'exil intérieur », « l'enfance », la trilogie de « l'étoile d'amour » ainsi que des textes de Guillaume de Pisan, Ronsard, Louise Labé, Arthur Rimbaud, Victor Hugo, Gérard de Nerval, des extraits des « Roubayats » de Omar Khayyam, et de « Intermezzo » de Heinrich Heine.

Ballets Kodja (danse africaine) du 15 au 18 janvier à 20h30 et le dimanche à 17h ; le groupe **Apocalypse** (c'est du super jazz reggae) se produira du 22 au 25 à 20h30. Le groupe **Hibiscus**, du jazz classique, sera là le 25 à 17h et le 26 à 20h30 : du jeudi 29 au dimanche 1^{er} février, **Louis Xavier** vous jouera du jazz antillais au **Théâtre Noir**, 25 rue des Cendriers, 75020, tél : 797.85.14

Djibi Soumane (chanteur sénégalais), au **Théâtre Noir** (23 rue des Cendriers - Tél. : 797.85.14) jusqu'au 11 janvier 1981).

Canyengue Mosalini, tango au **Théâtre du Ranelagh** à 20h **Steve Lacy**, **Shiro Daimon**, **Steve Potts**, **Irene Aebi**, au **centre américain** jusqu'au 17 à 21h.

Ivan Lantos et **Peter Gritz**, ex Kolinda, **Folk Hongrois** à la **Vieille Herbe** à 20h le jeudi 22.

Lolo sy ny Tarini, groupe de Madagascar avec **Graeme Allwright** au **Palais des Arts** le 12 à 20h30.

A tous les fans d'un grand chanteur noir américain **James Brown** fera bientôt une tournée en Europe, il se produira d'abord le 24 à **Bruxelles à Jost National**, le 23 à l'**Hypodrome de Pantin** à Paris, au **Palais des Sports** à Lille le 23, le 27 au **Parc des expositions** à Nancy, au **Palais d'hiver** à Lyon le 28, au **Krypton** à Aix en Provence le 29.

Expositions

Le Mali à travers les arts à l'UNESCO du 6 au 16 janvier, organisé par l'association de coopération technique et culturelle d'Afrique (125 rue de Suffren 75015).

Visage et paysage de Kabylie de **Amar Hadjil**. Immigration en noir et blanc de **Benne Abdelhak**. A l'atelier 74 (74 rue de la Verrerie) jusqu'au 2 février.

Exposition vente d'artisanat d'Amérique Latine (tissage, objets de cuir, objets en terre cuite, etc.) jusqu'au 10 janvier au **Centre Culturel Latino-Américain** (6 rue des Fossés St-Marcel).

Exposition de peinture de **Ateia mostafa** du 15 au 30 janvier au **centre culturel d'Egypte** (111 bd Saint-Michel).

Les jardins d'or du prince Genji, paysages intérieurs, d'admirables peintures japonaises du 17^{ème} siècle. L'art des espaces vides et du silence, à la **galerie Janette Ostier**, 26 place des Vosges jusqu'au 15 janvier.

N'Guyen Van Minh. L'un des maîtres de la laque au Vietnam. Au 22 Boulevard Malesherbes jusqu'au 23 janvier.

Cinéma

Les longues journées de Tawfiq Salah adapté d'un roman de Abd al Amir Ma'alla, ce film traite des événements politiques de 1958 en Iraq.

Le vendredi 9 janvier à 19h, un débat aura lieu sur le film politique arabe.

La Noce : adapté de « La Noce » de Brecht, ce film traite des déchirements d'un couple la nuit de leur noce avec, en arrière fond la Tunisie des lois de 72, du libéralisme et de l'appauvrissement du peuple.

Cette projection aura lieu le vendredi 16 janvier à 19h.

Au **centre culturel irakien**, 11 rue de Tilsit, 75001 Paris, tél. 763.11.20.

Une mémoire... Une Algérie... Des Algériens en France au cinéma Saint-Séverin à partir du 7 janvier avec **La Bataille d'Alger** de Pontecorvo ; **la Question de Heynemann** ; **Elise ou la vraie vie de Drach**, **Avoir vingt ans dans les Aures** de Vautier, du 7 au 13 janvier au 12 rue Saint-Séverin, 75005, Tél. : 354.50.91.

Inter service migrants organise trois journées de rencontre autour de la Tunisie le 15, 16 et 17.

La journée du 17 sera consacrée à une rétrospective du cinéma tunisien en France et suivi d'un débat sur les conditions de production et création artistique dans le tiers monde : les cinéastes et cinéphilés y sont vivement conviés.



(Photo : tania)

Burning Spear le reggae brûlant de passage à Paris, gout !

BANLIEUE

Boulogne Billancourt

Animation autour de l'exposition de 99 miniatures des **Maqamats de Hanini** par **El Wassiti**, expo jusqu'au 22 janvier au comité d'entreprise de Boulogne-Billancourt.

La Rochelle

Week-end du 9 au 10 janvier « **Rock au féminin** », avec **Orchidée**, **Armande Altaï**, **Sapho**, **Valérie Lagrange**.

Corbeil sur Essonne

Ali Khiran Ben Azouz (chanteur arabe) se produira à 20h30 au **Mille Club des Tarterets**, le 17 janvier

Argenteuil

Au **théâtre Jean Vilar** : **Geoffrey Oryema** se produira à 14h30, le **groupe portugais de Francoville** à 15 heures ensuite le **groupe africain de Sedaine**, le 17 janvier

Choisy le Roi

Geoffrey Oryema à 20h30 au **théâtre Paul Bluart**, le 17 janvier.

Lardy

Le groupe **Khamsa**, le 15 janvier présente : « **Arabesque à voir et à entendre** » au comité d'entreprise de Renault de Lardy dans l'Essonne.

Creteil

Philippe Catherine, **Christian Escoudé**, à la **MJC Mont-Mesly** le 10 janvier à 20h30.

PROVINCE

Marseille

Rencontre autour de la percussion ; **Djamchid Cherami**, **Zarb**, musique traditionnelle iranienne, touches : percussion contemporaine. En coproduction avec le **Grim** 15 janvier : débat : « **Quel enseignement de la percussion ?** ».

Toulouse

Archie Sheep aux **Halles aux Grains** le 22.

Toulon

Après son passage à Paris, le roi du reggae **Burning Spear**, sera dans votre ville le samedi 10 à 20h30.

Rennes

Sun Ock Lee dance **Compagny de Corée** à la **maison de la culture** à 21h.

Bordeaux

De nouveau, **Burning Spear**, vous emportera en fumée de ganja le 12 à 20h30. (Bonne année aux amis du journal).

Isola 2000. Festival jazz avec **Solal**, **Alrim**, **Hunair**, **Jeuneau**, **Escoudé**, **Capon**, etc jusqu'au 17.

Aix en Provence

Fête de solidarité Français-Immigrés, le 11 janvier, à 15 heures, à la **salle des Fêtes** (film maghrébin, chansons arabes).

Poitiers

Du très bon jazz avec le **Golden Gate Quartet**, à 21 heures, le 13 janvier, au **théâtre municipal**.

Cuarteto Cedron à la **Maison de la Culture** à 20h30 le 13 **Mercedes Sosa** le 17 à 20h30.

Lens

Bonne année à tous les Lenois qui connaissent Momo, le reggae vient chez vous avec **Ozila Reggae** à la **Salle d'œuvre de Billy Montigny**.

ANNONCES SANS FRONTIERE

Job

Nous vous rappelons que la **Fasti** recherche pour le 1^{er} janvier un **animateur national**. Faites-le savoir, Fasti, 4 square Vitruve, 75020 Paris.

Le Havre. L'association « **La Lézarde** » gérante d'un foyer de travail leurs migrants, propose un emploi à mi-temps dans l'équipe de salariés responsables du foyer. Profil du poste : intervention dans la comptabilité courante et l'entretien courant, participation à l'action d'animation, d'aide sociale et aux permanences de nuit (une ou deux par semaine) et de week-end (1 sur 3). Date d'embauche, le 1^{er} février. Rémunération 2090 francs par mois pour 20 heures par semaine. Ecrire ou téléphoner au Foyer de la Lézarde, rue des Limites, 76700 Harfleur. Tél. : (35) 47.09.26

Artisans du Monde, association loi 1901, a pour objectif d'informer sur les problèmes du Tiers Monde par le biais de la vente d'artisanat provenant des groupes/coopératives des différents pays, des livres et des brochures et une activité d'animation.

Cette association recherche un(e) permanent(e) pour l'ani-

mation et la gestion de ses activités à partir du 1^{er} juin 1981. Le candidat devra avoir une forte motivation sur les problèmes du Tiers Monde et le sens de l'organisation. Toutes expériences sont les bienvenues. Envoyer le curriculum vitae à **Artisans du Monde** jusqu'au 30 mars 1981, 20 rue Rochechouart, 75009 Paris.

Recherche artisan relieur résidant en Afrique pour relier livres anciens, expédition aller/retour à ma charge. Envoyer tarif et délai à : **Ammateis**, 12 av. Allende, 77190 Dammarie les Lys, France.

Messages -à-brac

Souhaiterai avoir noms et adresses d'organismes, d'associations s'occupant de Français musulmans dans la région parisienne. Ecrire à **M. Couper**, 6 rue Hainville, 75005 Paris.

Avis à tous, cinéaste professionnels ou amateurs du 4 au 12 avril à la bibliothèque publique d'information au **centre Beaubourg** se déroulera le **Festival international de films ethnographiques et sociologiques : Cinéma du Réel**.

Les inscriptions sont admises jusqu'au 31 janvier. Tous les films de la sélection internationale seront en compétition. Une sélection de films français sera présentée séparément. Nous comptons déjà dans le jury : **Jean Duvinard**, **Cosme Alves Netto**, **Nagisa Oshima**, **Flavia Paulon**, **Helga Reidmeister** et nous pouvons annoncer :

— un hommage à **Nagisa Oshima**, projection de ses principaux documentaires, — une rétrospective **James Blue** préparée par **Colin Young** directeur de la **National Films School** (Grande-Bretagne), — la rétrospective intégrale des documentaires de **Jean Rouch** (complétée par une rétrospective de ses œuvres de fiction à la Cinémathèque).

Cherchez noms et adresse de revues ou journaux où je pourrais passer des annonces gratuites : en tous genres, tous pays : Espagne? Italie? USA, Canada, Suède, Angleterre, Danemark, Liban, Autriche, Suisse, Hollande? Brésil, Mexique. Comment procéder ? Un grand merci pour ceux qui me répondront. Si vous avez besoin d'un service si c'est dans mes possibilités n'hésitez pas à m'écrire **M'Kara Saadi BP 31 Tizi Ouzou RP Algérie**

Toutes personnes ayant des livres d'économie de première année de fac. Est-il possible de me les envoyer because pas de fric (pas de bourse ni d'Algérie, ni de France). Adressez cela à **M. Nemmiche Abdelnasser**, 26 rue de la Scarpe, 62145 Angres.

Recherche une chambre ou un studio pas cher et cela très vite... Tél. au 278.44.78, demandez **Mohamed**, il est le seul **Mohamed** au journal.

Lettre : je voudrais correspondre avec des filles des quatre coins du monde âgées de 15 à 18 ans, je suis âgé de 18 ans et je suis célibataire et afin d'entrevoir une amitié durable, écrire à **Ziane Broualem**, lot clos St Jean n°5, Birkadem, Alger.

Monsieur Ladjadj Mahdjoub, rue 1 numéro 25b lot, aprevail Kouba, Alger en Algérie, cherche sa sœur. Depuis deux ans il est sans nouvelles par faute du hasard, il a perdu tout contact.

Mariage : Je désire prendre contact avec une jeune Française ou européenne de 18 à 25 ans pour fonder un foyer. Ecrire à **M. Boukhemal el Hanati**, 14 rue Ali Sehli, cité Maya H Day, Alger.

A tous ceux qui ont volé ma voiture, une 2CV bleue, matricule 2265 CP 94 à Nation, tél. à Antonio, 074.20.15, pour me dire où vous avez mis la voiture, je n'ai pas d'argent pour en acheter une autre.

Salut à vous mes camarades de « galères en palais », **Laprice**, **Petit Patrick**, **Milou**, **Guy**, **Gilles**, **Bernard**, **Nordine**, **Marion**, et à celui qui n'avait autrefois offert une superbe cassette de **Jacques Brel**. Bon courage à tous. Par ailleurs **Nordine d'Epernay** se joint à moi pour

Le Journal « Sans Frontière » cherche 4L fourgonnette ou J7 ou Estafette pas trop cher. Tél. au 278.44.78

Vends 2 poufs tunisiens, état neuf, 150F pièce. Vends 2 cages oiseaux, style **Sidi Bou Said** (Tunisie), 250F pièce. Contacter **Driss**, tél. : (16-38) 54.18.82, ou laisser message au journal.

Valence

L'Activ tient ses permanences tous les mardis à 20 heures rue PO,pe à Bourg-les-Valence, tous les samedis à la maison du quartier de Fontbonelettes à 17h30 et à 19h : Allez-y de notre part, vous serez bien accueilli.

Formation d'animateurs étrangers en Provence, Alpes, Côte d'Azur **ADRAFOM** se propose

pour l'année 81 de mettre en place une formation d'animateurs issus des communautés étrangères installées dans la région : **ADRAFOM**, 31 rue Dieudonné 13006 Marseille. Tel (91) 54 88 50.

Une nouvelle association est née à Marseille : **Enfance Espoir**, elle a été créée pour défendre tous les enfants sans tenir compte des nationalités, des races ou des religions. Indépendante vis-à-vis de tous les pouvoirs, à leur actif depuis leur existence, ils sont intervenus pour faire libérer des enfants latino-américains emprisonnés ou séquestrés, ils ont entrepris une campagne pour demander au gouvernement soviétique d'accorder à un enfant estonien l'autorisation de rejoindre son père en France, ils se sont adressés à la république raciste sud-africaine pour tenter d'obtenir des nouvelles de cinq jeunes adolescentes détenues depuis plusieurs mois. Pour les aider, vous pouvez le mettre en rapport avec des gens qui peuvent rendre service, de leur donner des informations sur les sévices infligés aux enfants, et même d'adhérer dans leur association. **Christiane Diaz**, 13 rue de Malmousque, 13007 Marseille.

par Leila Sebbar

Il lui a dit — tu connais la Normandie ? — et elle — non, j'ai jamais quitté Paris et Aubervilliers.

— Tu veux y aller ?

— Je sais pas.

— C'est beau tu sais. J'ai une maison près d'un village dans la campagne, et un cheval arabe que je laisse chez un paysan dans son écurie. Il n'est plus tout jeune le cheval mais il galope. Il est noir. Tu es montée à cheval déjà ?

— Non.

— Tu voudrais essayer ?

— Je sais pas.

— Je t'apprendrai. Tu n'as pas peur des chevaux ?

— Non. J'en ai vu à la télé et mon père m'a raconté que chez lui, dans son village de l'Atlas, il y avait des chevaux.

Il montait à cru quand il était petit. Il parle souvent des chevaux à mes frères. Il dit que

s'il retourne là-bas, il achètera un cheval, pas une voiture.

— Tu sais où ça se trouve la Normandie ?

— Pas très bien. Quand on a appris le débarquement à l'école, j'ai regardé sur une carte. C'est à l'Ouest, il y a la mer. J'ai vu la côte normande sur la carte au tableau et dans mon livre de géographie.

— Alors tu veux venir ?

— Je veux bien.

Il l'avait emmenée en voiture, une grosse Citroën bleu métallisé, avec la radio. Pour elle, il avait mis *Radio-7*. Sur l'autoroute, elle s'est endormie. Il a cherché *France-Musique*, puis *France-Culture*. Il aime le jazz.

Il n'avait pas envie d'entendre Berlioz et les émissions sur les immigrés, ça commence à l'ennuyer. Depuis qu'il connaît Djamilia, il se dit qu'il ira en Afrique du Nord avec elle, mais l'immigration... en ce moment, il n'ouvre pas un journal sans qu'on y parle des immigrés, les Maghrébins surtout, la radio, c'est pareil. Il a tourné les boutons un moment. *France-Inter* : Eve Ruggieri... celle-là, il ne la supporte pas : cette voix niaise toujours en forme qui réconforte, remercie, félicite les femmes qui appellent une minute chacune. La plus grande démagogue... tiens, elle ne s'est pas encore penchée sur le destin des femmes immigrées. Ça viendra. Le matin dans son bain, il écoute le feuilleton. La vie des femmes célèbres, ça émeut toujours et elle raconte bien.

Il a éteint la radio.

Djamilia dort toujours, la tête inclinée sur la gauche, vers lui. Il la regarde. Dix-sept ans. Elle est petite et frêle. Jolie.

Une amie apprentie-coiffeuse lui a coupé les cheveux ; une coupe-rock comme on appelle cette coiffure qui fait ressembler les filles à des rockys. C'est un peu raté mais les cheveux frisés, rebelles de Djamilia ont

coter à l'un de ses frères ; il était un peu grand pour elle et dépassait du blouson. Les manches étaient trop longues aussi. C'est elle qui, une après-midi s'était arrêtée devant une vitrine de bottes américaines. Elle avait dit — si j'avais de l'argent... —. Elle commentait la forme, la couleur, les découpes, les piqûres ; elle s'y connaissait, elle avait l'œil. Combien de fois avait-elle dû s'arrêter devant ces vitrines indécentes.

avait dit — je les mets — oui, bien sûr —. Devant la glace, elle a marché, sur place parce que la boutique est petite ; elle s'est regardée longtemps relevant les jambes du vieux jean sur les bottes. IL a payé 700F plus les chaussettes, 30F. Ils sont sortis.

— Elles sont chouettes.

— Tu as gardé les vieilles ?

— Oui.

— Pourquoi ?

fiait maintenant, mais de temps en temps, elle se débrouillait pour gagner beaucoup d'argent en quelques jours, puis disparaître. Elle ne lui avait jamais dit où. Il savait que depuis plusieurs mois, elle traînait du côté des Halles, Beaubourg, Strasbourg Saint-Denis. Elle n'avait plus d'argent et les types, elle en avait marre. IL lui avait demandé si elle s'était droguée. Elle n'avait rien répondu.

Il roulait depuis deux heures. Djamilia ne s'était pas réveillée.

Il ne savait pas ce qu'elle faisait lorsqu'elle n'était pas avec lui. Depuis qu'il la connaissait, il vivait autrement, comme si elle devait être là chaque soir.

Mais elle ne revenait pas toujours. Elle avait une clé de l'appartement. Il la trouvait à n'importe quelle heure, allongée sur le lit, habillée, le tourne-disque à fond, écoutant les disques qu'elle achetait et que lui n'écoutait jamais. Il ne lui demandait pas de rester. Souvent elle partait tôt le matin, elle ne disait jamais où. Il ne pensait pas qu'elle viendrait en Normandie avec lui. Lorsqu'elle avait accepté, il s'était senti si heureux, si léger soudain à l'idée DE QUITTER LA ville avec elle, qu'il avait failli, en pleine rue, la serrer dans

ses bras ; il s'était retenu ; il savait qu'elle n'aimait pas les démonstrations publiques.

Djamilia s'était redressée d'un coup — C'est ça la Normandie ? — Des prés, des vaches, des haies, des arbres... c'était tout vert. De l'herbe partout. Bien sûr elle avait déjà vu des images de la campagne française sur les pubs dans le métro, elle en voyait plein partout, surtout pour les fromages et le beurre.

Dans vingt minutes, il serait arrivé. Il avait quitté l'autoroute.

Il roulait moins vite. Elle avait ouvert la fenêtre malgré le froid. — Ça sent drôle —. Elle respirait fort et répétait — C'est l'odeur de la campagne française, c'est vraiment ça — Il souriait — On arrive — Déjà ! —

Les santiags de Djamilia

résisté au massacre. Elle a des boucles sur le front et les tempes coupées haut, presque rasées. Il lui a offert des boucles d'oreilles : elle en porte une à l'oreille droite, petite et ronde en or. Elle a donné l'autre à sa copine shampoinneuse

Elle dort, les mains serrées entre ses cuisses. Elle a toujours refusé de mettre autre chose que ce jean usé, trop étroit qu'elle n'enlève que la nuit lorsqu'elle dort dans un lit.

Il lui est arrivé de dormir dehors, il ne sait pas très bien où ni comment ; elle lui a dit seulement qu'elle ne dormait pas toujours dans un lit. Ou bien, hébergée chez des copains, sur le jour. Elle enlevait juste ses santiags, si usées que lorsqu'il l'avait vue la première fois, il avait pensé qu'elles devaient prendre l'eau. L'une des bottes

des coussins, dans un vieux duvet de camping sur le sol dans la pièce collective où garçons et filles dormaient comme ils pouvaient, habillés la nuit comme

baillait devant. Les talons n'existaient plus. Il n'avait pas osé lui proposer de lui en acheter d'autres. Il n'allait pas l'acheter avec une paire de godasses... Pas si vite. Il l'avait revue. Elle n'avait pas changé de chaussures ni de jean. Son blouson de skai ne devait pas être bien chaud. Elle avait le même chandail que sa mère avait dû lui tricoter ou tri-

Une paire de bottes coûtaient, au premier prix, 600 francs, et jusqu'à 1200, 1300 francs. Elle avait répété — si j'avais de l'argent... —. Il avait décidé de lui en offrir une paire.

— Elles te plaisent ?

— Elles te plaisent ?

— Pas toutes.

— Lesquelles tu voudrais ?

— Celles-ci, blanches et rouges. Ça fait longtemps que je les regarde. J'ai demandé une fois s'ils avaient ma pointure. J'ai des petits pieds. 36 n'est pas courant. Ils avaient juste un 36, un seul. Ils ne l'ont peut-être plus.

— Tu veux demander ?

— Oui, mais j'ai pas d'argent.

— Je te les offre, si tu les trouves.

— C'est vrai ?

— Oui.

Elle était entrée dans la boutique, dansant sur ses vieilles bottes, sifflant. Il l'avait vue les prendre, les examiner. De l'intérieur, elle lui avait fait signe. Celles de la vitrine, c'était un 36. Il était entré. Elle les avait essayées. Sifflant toujours. Quand elle avait enlevé ses vieilles bottes, il avait remarqué qu'elle n'avait pas de chaussettes. Le vendeur n'avait pu réprimer une grimace, ce qui l'avait fait sourire. Il lui avait tendu des chaussettes rouges, fines et longues. Elle

— Comme ça. Mais, dis, pourquoi tu me les offres ?

— Comme ça...

— Ah bon.

Elle savait bien que s'il les lui offrait, c'est qu'elle lui plaisait. Combien de fois des types lui avaient proposé bijoux, diners, habits, week-end en échange de ce petit corps trop serré dans le jean, mal à l'aise dans le blouson bon marché. Elle n'avait pas toujours refusé. Elle avait même accepté souvent. Ceux de son âge lui offraient de la drogue, les plus vieux des gadgets, des objets de luxe, de l'argent. L'un d'eux l'avait hébergée trois semaines chez lui.

Un bel appartement, rive droite. Il l'entretenait jusqu'au soir où il était arrivé, ivre, racontant qu'il était ruiné, plus d'argent, plus rien, les huissiers sur le dos. Il lui avait demandé de l'aider. Un petit service : il connaissait quelqu'un qui en échange de quelques nuits lui donnerait beaucoup d'argent... Si elle pouvait lui en prêter, il n'irait pas en prison. Elle l'avait cru.

Elle avait en effet gagné beaucoup d'argent, mais elle avait compris lorsqu'il avait exigé 50% — Je t'ai nourrie, logée, pendant presque un mois, tu me dois de l'argent — il l'avait menacée. Elle lui avait donné la moitié de la somme et elle s'était tirée. Un peu plus tard, elle avait appris que c'était un proxénète notoire. Elle se mé-

Suite

la semaine

prochaine